EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç. et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales,)
 réglementaires) La ligne de 27 lettres
 et judiciaires) 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

Conseil des Vizirs. — Séance du 20 décembre 1921. 1946

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 26 décembre 1921/29 joumada I 1343 fixant les conditions d'attribution d'un complément de subventions aux agents inscrits à la caisse de prévoyance marocaine antérieurement au 1^{er} janvier 1921. 1946

Dahir du 27 décembre 1921/30 joumada I 1343 attribuant aux agents publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux 1946

Arrêté viziriel du 30 septembre 1921/30 safar 1343 modifiant la date d'application de l'arrêté viziriel du 22 avril 1921/17 ramadan 1342 relatif à l'organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités 19505

Arrêté viziriel du 20 décembre 1921/23 joumada I 1343 réglementant l'attribution d'une prime à la plantation ou à la greffe de l'olivier et du caroubier, pour l'année 1925 1951

Arrêté viziriel du 20 décembre 1921/23 joumada I 1343 réglementant l'attribution des primes à la motoculture, pour l'année 1925 1951

Arrêté viziriel du 20 décembre 1921/23 joumada I 1343 réglementant, pour l'année 1925, l'attribution d'une prime à la plantation du mûrier pour l'alimentation du ver à soie 1952

Arrêté viziriel du 20 décembre 1921/23 joumada I 1343 réglementant l'attribution de primes au défrichement, pour l'année 1925 1953

Arrêté viziriel du 21 décembre 1921/27 joumada I 1343 portant modification à l'arrêté viziriel du 15 juillet 1921/12 hija 1342 relatif à la taxe des prestations. 1954

Arrêté viziriel du 26 décembre 1921/29 joumada I 1343 portant désignation des notables de la ville d'Azenmour appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925 1954

Arrêté viziriel du 26 décembre 1921/29 joumada I 1343 portant désignation des notables de la ville de Fès appelés à faire partie de la commission municipale française de cette ville en 1925 1955

Arrêtés viziriels du 26 décembre 1921/29 joumada I 1343 portant désignation des notables des villes de Marrakech, Mazagan, Mogador, Salé, appelés à faire partie des commissions municipales mixtes de ces villes en 1925 1955

Arrêté viziriel du 26 décembre 1921/29 joumada I 1343 portant désignation des notables de la ville de Sefton appelés à faire partie de la commission municipale indigène de cette ville en 1925 1958

Arrêtés viziriels du 26 décembre 1921/29 joumada I 1343 portant désignation des notables des villes de Settat, Taza appelés à faire partie des commissions municipales mixtes de ces villes en 1925 1958

Arrêté viziriel du 27 décembre 1921/30 joumada I 1343 autorisant le secrétaire général du Protectorat à allouer des indemnités mensuelles aux agents des travaux publics détachés dans les municipalités 1959

Arrêté résidentiel du 19 décembre 1921 portant modifications dans l'organisation territoriale de la région de Meknès 1959

Ordre général n° 517 1959

Autorisation de l'Algerie 1960

Arrêté du directeur général des travaux publics, interdisant la circulation sur la passerelle de Foued Neffikh, dénommée Pont-Blondin 1960

Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation autorisant et réglementant, pour l'année 1925, l'exportation des animaux de l'espèce bovine par la frontière algero-marocaine 1960

Créations d'emplois. 1960

Nominations, promotions et démissions dans divers services 1961

PARTIE NON OFFICIELLE

Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 22 décembre 1921 1962

Statistique phylométrique du 10 au 20 décembre 1921 1962

Avis de mise en recouvrement des rôles des prestations et du tertib des européens et assimilés de 1921 1962

Avis de mise en recouvrement des rôles de patentes (2^e émission) des contrôles de Rabat-banlieue, Sale-banlieue et des Zaër, pour l'année 1921. 1962

Avis de mise en recouvrement des rôles de patentes au contrôle civil des Boukkala-nord et de l'annexe de Sidi ben Nour, pour l'année 1921. 1963

Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Erratum concernant la réquisition 1619; Délivrance d'un second duplicata du titre foncier concernant la réquisition n° 291; Extraits de réquisitions n° 2027 à 2033 inclus; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 1418; Nouvel avis de clôture de bornage n° 1418; Avis de clôtures de bornages n° 1046, 1427 et 1537. — Conservation de Casablanca: Erratum à l'avis de réouverture des délais concernant la réquisition n° 4170; Extraits de réquisitions n° 7080, 7081, 7082, 7086 à 7111 inclus; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 5632; Nouvel avis de clôture de bornage n° 5632; Avis de clôtures de bornages n° 5287, 5681, 5708, 5816, 5905, 5921, 5922, 6017, 6067, 6096, 6156, 6157, 6158, 6230, 6288, 6313, 6332 et 6549. — Conservation d'Oujda: Extraits de réquisitions n° 4204, 4202 et 4203. — Conservation de Marrakech: Addendum concernant la réquisition n° 398; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 347; Avis de clôtures de bornages n° 191, 197, 284, 286, 301, 302, 306, 307, 308 et 345. — Conservation de Meknès: Extraits de réquisitions n° 431 et 432 1963

Annonces et avis divers 1975

CONSEIL DES VIZIRS

Séance du 20 décembre 1924

Le conseil des vizirs s'est réuni au palais de Rabat le 20 décembre, sous la haute présidence de S. M. le SULTAN.

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 26 DÉCEMBRE 1924 (29 jourmada I 1343)
fixant les conditions d'attribution d'un complément de subventions aux agents inscrits à la caisse de prévoyance marocaine antérieurement au 1^{er} janvier 1921.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les agents tributaires de la caisse de prévoyance marocaine nommés antérieurement au 1^{er} janvier 1921 recevront, à compter du jour où ils ont subi les retenues réglementaires et s'ils remplissent les conditions exigées par les articles 12 et 17 du dahir du 6 mars 1917 (12 jourmada I 1335), modifiés par le dahir du 3 juillet 1922 (7 kaada 1340), un complément de subventions représentant la différence entre la subvention qui leur a été servie par le Protectorat et celle qui leur aurait été accordée s'ils avaient bénéficié de la nouvelle échelle de traitement mise en application à partir du 1^{er} janvier 1921.

ART. 2. — Le montant des comptes individuels des agents nommés avant le 1^{er} janvier 1921 et qui décèderaient en activité de service sera majoré du complément calculé dans les conditions visées à l'article ci-dessus.

ART. 3. — Le complément de subventions ne sera incorporé aux comptes individuels qu'au moment de leur liquidation ; il sera augmenté des intérêts dont il aurait été productif et ce, à partir du 1^{er} mai 1917 pour les agents recrutés avant cette date.

ART. 4. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent qu'aux fonctionnaires en activité de service à la date de la promulgation du présent dahir.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 27 DÉCEMBRE 1924 (30 jourmada I 1343)
attribuant aux agents publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER*Dispositions générales*

ARTICLE PREMIER. — Des bonifications d'ancienneté seront accordées aux agents publics des administrations de la zone française, dans les conditions prévues aux articles ci-après, au titre du service militaire légal et du service militaire de guerre accomplis par eux.

ART. 2. — Les dispositions des titres 2 et 3 ci-dessous ne s'appliquent *de plano* aux fonctionnaires, agents et sous-agents de l'Etat chérifien, versant à la caisse de prévoyance et non rayés des cadres à la date de la promulgation du présent dahir, que s'ils ont été recrutés aux grades de début de l'administration chérifienne tels qu'ils sont énumérés au tableau ci-annexé.

L'application éventuelle des dites dispositions aux agents recrutés dans des grades autres que les grades de début, ne sera examinée que sur la demande des intéressés.

TITRE DEUXIEME*Bonifications pour service militaire légal*

ART. 3. — Le temps de service militaire légal effectué, soit avant, soit après leur admission dans les cadres, par les fonctionnaires, agents et sous-agents chérifiens, est complé pour une durée équivalente de services civils dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement, quelle que soit la date d'entrée dans l'administration chérifienne des dits fonctionnaires, agents et sous-agents.

L'application des dispositions ci-dessus s'effectuera dans les conditions prévues : 1^o par la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée (art. 7) ; 2^o par la loi du 31 mars 1924, relative à l'application de l'article 7 de la loi précitée ; 3^o et, sous réserve de la promulgation d'un arrêté viziriel d'application spécial, par la loi du 18 juillet 1924, réservant des emplois aux militaires des armées de terre et de mer engagés et rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance.

ART. 4. — Le temps de service à admettre dans le décompte des bonifications prévues à l'article 3 est l'intégralité du service actif imposé par la loi de recrutement sous le régime de laquelle ledit service a été accompli.

Le temps passé sous les drapeaux par les titulaires d'une pension militaire proportionnelle ou d'ancienneté n'est compté pour une durée équivalente de services civils qu'à

concurrency du temps légal auquel ils étaient astreints d'après leur classe de mobilisation. Il n'est pas tenu compte des services militaires effectués à un autre titre par ces anciens militaires, sous réserve des dispositions du titre troisième ci-après.

TITRE TROISIÈME

Bonifications pour service militaire de guerre

ART. 5. — Le temps de service militaire effectué pendant la guerre au delà de la durée légale du service actif avant leur admission dans les cadres, par les fonctionnaires, agents et sous-agents chérifiens, est compté pour une durée équivalente de services civils dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement, quelle que soit la date d'entrée dans l'administration chérifienne desdits fonctionnaires, agents et sous-agents.

L'application des dispositions ci-dessus s'effectuera dans les conditions prévues par la loi du 17 avril 1924, réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires démobilisés de l'Etat français.

ART. 6. — Le temps de service à admettre dans le décompte des bonifications prévues à l'article 5 ne peut dépasser la durée de la mobilisation de la classe à laquelle appartient l'intéressé.

Il n'en sera tenu compte aux titulaires d'une pension militaire proportionnelle ou d'ancienneté que dans la mesure où le temps de mobilisation de ces anciens militaires ne se confondrait pas avec des services effectués par eux à un autre titre.

TITRE QUATRIÈME

Dispositions spéciales

ART. 7. — Le temps passé sous les drapeaux, qui doit entrer dans le calcul des bonifications prévues aux titres deuxième et troisième, est compté en une seule fois, quel que soit le mode prévu par les règlements intérieurs de chaque service pour les avancements de classe (ancienneté ou choix), dès l'incorporation définitive de l'agent dans les cadres, si le service militaire a été fait auparavant, ou aussitôt accompli, s'il a été fait après.

Lorsque l'ancienneté ainsi obtenue dépassera le temps jugé nécessaire pour passer d'une classe à une autre, l'excédent entrera en ligne de compte pour l'avancement suivant.

Si l'ancienneté de services civils, majorée du temps de bonification auquel l'intéressé peut prétendre en vertu du présent dahir, lui permet d'obtenir plusieurs élévations de classe dans les conditions de l'alinéa qui précède, il sera nommé directement à la classe la plus élevée.

ART. 8. — Les bonifications accordées au titre de services militaires ne pourront, en aucun cas, se cumuler avec les avantages de même nature qui auraient déjà été accordés au même titre aux fonctionnaires, agents et sous-agents chérifiens.

ART. 9. — La situation des fonctionnaires, agents et sous-agents en service détaché au Maroc sera révisée en

tenant compte des bonifications d'ancienneté que les intéressés auraient obtenues dans leur administration d'origine, au titre des lois françaises visées aux articles 3 et 5 ci-dessus, dans le cas où le bénéfice de ces bonifications n'aurait pu déjà leur être assuré intégralement en application des statuts chérifiens.

ART. 10. — Les tableaux dressés par les commissions d'avancement pour l'application des dispositions du présent dahir ne peuvent être arrêtés définitivement qu'après avoir été approuvés par une commission spéciale, présidée par le directeur général des finances (ou son délégué), et composée : 1° du chef du service du personnel au secrétariat général du Protectorat ; 2° du chef du service du budget et de la comptabilité générale à la direction générale des finances ; 3° du directeur ou chef de service intéressé.

ART. 11. — Les bonifications à accorder en vertu du titre deuxième ci-dessus, produiront effet, au point de vue de l'avancement et du traitement, à compter du 1^{er} avril 1923 ; celles à accorder en vertu du titre troisième, à compter du 1^{er} janvier 1924.

Le traitement visé à l'alinéa précédent est le traitement proprement dit, à l'exclusion des indemnités de toute nature allouées, à un titre quelconque, aux intéressés.

ART. 12. — Le droit aux bonifications d'ancienneté pour services militaires résulte des inscriptions figurant sur les pièces militaires produites par les intéressés et, en cas de doute, est établi par une pièce réclamée à l'autorité militaire compétente.

ART. 13. — Les fonctionnaires, agents et sous-agents chérifiens qui ne seront pas définitivement incorporés dans les cadres à la date de la promulgation du présent dahir auront le bénéfice des dispositions ci-dessus dès leur incorporation définitive.

Les bonifications auxquelles ils pourront prétendre leur seront attribuées à compter du jour de leur entrée dans l'administration tant au point de vue de l'ancienneté que du traitement, dans les conditions ci-dessus prévues.

TITRE CINQUIÈME

Dispositions finales

ART. 14. — Les dispositions du présent dahir ne seront applicables au personnel du cadre local de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, qu'en ce qui concerne les agents recrutés à partir du 1^{er} janvier 1924.

ART. 15. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir régleront, s'il y a lieu, les modalités qu'il serait utile de prévoir dans des cas particuliers en vue d'appliquer les dispositions du présent dahir, notamment dans les cas prévus au 3° du deuxième alinéa de l'article 3.

Fail à Rabat, le 30 jourmada I 1343,
(27 décembre 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ANNEXE

Tableau indiquant les grades de début au sens de l'article 2 du dahir du 27 décembre 1924
(30 joumada I 1343)

I. — PERSONNEL ADMINISTRATIF

(Dans tous les services)

Rédacteurs et rédacteurs principaux. } De toutes classes.
 Commis et commis principaux. }

II. — PERSONNEL TECHNIQUE

I. — Résidence générale

Secrétariat général du Protectorat

A) Service des contrôles civils et du contrôle des municipalités	Contrôle des municipalités	Interprétariat	(a) Interprètes civils (jusqu'à la 1 ^{re} classe inclusivement. (b) Commis d'interprétariat.	De toutes classes.
		Régies municipales	(a) Régisseurs et régisseurs princi- paux. (b) Vérificateurs et vérificateurs prin- cipaux. (c) Sous-brigadiers et brigadiers.	
B) Service de la sécurité générale		(a) Commissaires de police.	Jusqu'à la 1 ^{re} classe inclusivement.	
		(b) Cadre principal et cadre secondaire.	Toutes classes.	
C) Service pénitentiaire	A) Personnel administratif	a) Inspecteurs adjoints.	De toutes classes.	
		b) Directeurs d'établissements.	Ces 2 dernières classes.	
		c) Economes.	De toutes classes.	
		d) Commis comptables et commis comp- tables principaux.		
	B) Personnel de surveillance	Tous les agents de ce personnel.		
	C) Personnel de l'identification judiciaire	Tous les agents de ce personnel.		

2. — Gouvernement Chérifien

1^{er}. — Direction générale des finances.

A) Service des impôts et contributions.	Contrôleurs.	A l'exclusion de la hors classe.
B) Service des perceptions.	(a) Percepteurs.	Jusqu'à la 2 ^e classe inclusivement.
	(b) Percepteurs suppléants.	De toutes classes.
	(c) Collecteurs.	De toutes classes.

C) Service des douanes et régies.	{	Cadre secondaire.	} Tous échelons.	
		Cadre principal.		} Tous échelons jusqu'au traitement de 17.000 francs inclusivement.
D) Service de l'enregistrement.	{	Interprètes.	} Jusqu'à la 1 ^{re} classe inclusivement.	
		Contrôleurs.		} Jusqu'à la 2 ^e classe inclusivement.
E) Service des domaines.	{	Contrôleurs adjoints principaux et Contrôleurs adjoints.	} De toutes classes.	
		Commis surveillants.		} De toutes classes.
		Interprètes civils.		

2^o. — *Direction générale des travaux publics.*

Travaux publics et mines.	{	a) Ingénieurs adjoints des travaux publics ou des mines.	} De toutes classes.
		Inspecteurs adjoints du contrôle des chemins de fer.	
		b) Conducteurs.	
		c) Dessinateurs et sous-agents.	

Services maritimes spéciaux.	{	a) Gardes maritimes.	} De toutes classes.
		b) Lieutenants de port.	
		c) Maîtres de port.	
		d) Contrôleurs d'aconage.	
		e) Gardiens de phare.	

Architecture.	{	a) Inspecteurs.	} De toutes classes.
		b) Métreurs et métreurs-principaux.	

3^o. — *Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation*

A) Services de l'agriculture, de l'élevage et de la répression des fraudes.	{	a) Inspecteurs adjoints de l'agriculture.	} De toutes classes (sauf la 2 ^e , la 1 ^{re} et la hors classe).
		Ingénieurs adjoints des améliorations agricoles.	
		Vétérinaires inspecteurs adjoints de l'élevage.	
		Chimistes.	
B) Direction des eaux et forêts	{	b) Agents de culture et d'élevage.	} De toutes classes, sauf la hors classe (4 échelons).
		Conducteurs des améliorations agricoles.	
		Chimistes adjoints.	
		Préparateurs de laboratoire de chimie et de bactériologie	
C) Service de la Conservation de la propriété foncière.	{	Gardes généraux et gardes forestiers.	} De toutes classes.
		Interprètes fonciers.	

4^o. — *Direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités*

A. Personnel enseignant.	{	Instituteurs, maîtres de travaux manuels, répétiteurs, professeurs chargés de cours d'arabe, professeurs de dessin, professeurs chargés de cours, professeurs agrégés.	} De toutes classes.
		B. Arts indigènes.	
		Agents techniques.	
		Sous inspecteurs régionaux.	
		Inspecteurs régionaux.	

5°. — *Trésorerie générale*

- a) Receveurs adjoints du Trésor. } Jusqu'à la 3^e classe inclusivement.
 b) Commis et commis principaux. } De toutes classes.

6°. — *Direction des affaires chérifiennes*

- a) Interprètes civils. } Jusqu'à la 1^{re} classe inclusivement.
 b) Commis d'interprétariat. } De toutes classes.

7°. — *Services judiciaires.*

- A) Secrétariats-greffes {
 a) Secrétaires-greffiers. } Jusqu'à la 4^e classe inclusivement.
 b) Commis-greffiers et commis-greffiers }
 principaux. } De toutes classes.
 c) Commis et commis principaux. }
 B) Interprétariat judiciaire {
 Interprètes judiciaires du 2^e cadre. } De toutes classes.

8°. — *Service de la santé et de l'hygiène publiques.*

- a) Médecins. } Des deux dernières classes.
 b) Infirmiers-spécialistes. } De toutes classes.
 c) Infirmiers européens. } De toutes classes.
 d) Agents sanitaires maritimes. } De toutes classes.

9°. — *Service topographique.*

- a) Géomètres et géomètres adjoints. } De toutes classes.
 b) Dessinateurs et calculateurs. }
 Dessinateurs et calculateurs principaux. } De toutes classes.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 SEPTEMBRE 1924

(30 safar 1343)

modifiant la date d'application de l'arrêté viziriel du 22 avril 1924 (17 ramadan 1342) relatif à l'organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, modifié par les arrêtés viziriels du 21 janvier 1921 (11 jomada I 1339) et du 22 avril 1924 (17 ramadan 1342) ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE UNIQUE. — La date d'application de l'arrêté viziriel du 22 avril 1924 (17 ramadan 1342), susvisé, est reportée au 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 30 safar 1343,
(30 septembre 1924),

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI.
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} octobre 1924.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1924

(23 jourmada I 1343)

réglementant l'attribution d'une prime à la plantation ou à la greffe de l'olivier et du caroubier pour l'année 1925.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout exploitant agricole qui justifiera avoir, postérieurement au 1^{er} janvier 1925, planté ou greffé en vue de leur culture régulière et permanente, des oliviers ou des caroubiers, pourra recevoir, à titre de prime d'encouragement, une subvention dont le montant est fixé à trois francs pour chaque sujet planté ou greffé et d'une espèce donnant, dans des conditions moyennes de culture, des produits de bonne utilisation.

ART. 2. — Cette prime ne peut être attribuée à l'ayant droit qu'au cas de réussite de la plantation ou de la greffe, constatée dix mois au moins après l'opération.

En aucun cas, la prime de greffage ne peut s'ajouter à la prime de plantation pour un même sujet.

ART. 3. — La prime ne pourra être allouée que pour la plantation ou le greffage de cinquante sujets au moins dans la même année.

Elle ne pourra dépasser trois cents (300) francs par hectare complanté.

Le maximum de la prime accordée dans une année au même agriculteur ne pourra jamais être supérieur à trois mille francs (3.000 francs).

ART. 4. — Tout agriculteur désireux de bénéficier de ladite prime devra, avant le 1^{er} avril 1925, en faire la demande au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sous pli recommandé, par l'intermédiaire de l'inspecteur régional d'agriculture.

Cette demande devra, de plus, être adressée par l'entremise de l'autorité locale de contrôle.

Elle mentionnera obligatoirement :

1° Le nom et l'adresse du propriétaire des terrains complantés, ainsi que la qualité du requérant ;

2° La superficie exacte et la superficie totale des terrains complantés ou sur les plantations desquels la greffe a été pratiquée ;

3° Le nombre et l'espèce des arbres plantés ou des arbres greffés ;

4° La période pendant laquelle les opérations de plantation ou de greffe ont été poursuivies et la date d'achèvement de ces opérations.

ART. 5. — Dix mois au moins après l'envoi de la demande ci-dessus l'inspecteur d'agriculture de la situation des lieux procédera soit d'office, soit à la requête de l'agriculteur intéressé, et en tous cas en présence de celui-ci, à la vérification du nombre d'arbres plantés et ayant repris, et du nombre d'arbres dont les greffes ont réussi. Il vérifiera également l'exactitude des renseignements fournis par l'agriculteur dans sa demande d'attribution de prime.

Un procès-verbal de cette vérification sera établi par

les soins du dit inspecteur pour servir à arrêter le montant de la prime à allouer.

Ce procès-verbal, qui devra être signé de l'expert et du pétitionnaire, sera adressé au directeur général de l'agriculture sous couvert des autorités de contrôle.

ART. 6. — Si, lors de la vérification prévue à l'article 5, les sujets plantés ou greffés ne présentent pas toutes les garanties désirables de bonne végétation ou de bonne reprise, le représentant du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pourra reporter à une date ultérieure la constatation des travaux effectués.

ART. 7. — La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire réel du sol à l'époque du constat sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains makhzen, habous ou collectifs (biens de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol, qui devra fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 8. — Toute fraude ou déclaration inexacte entraînera pour son auteur la privation de toute prime, sans préjudice des poursuites judiciaires conformément à la loi.

ART. 9. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 23 jourmada I 1343,
(20 décembre 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 décembre 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1924

(23 jourmada I 1343)

réglementant l'attribution des primes à la motoculture pour l'année 1925.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année 1925, une prime de trente-neuf francs pour la région de Marrakech et de trente francs pour les autres régions sera accordée pour tout hectare de terrain labouré par un appareil de culture mécanique, à tout agriculteur qui se sera conformé aux prescriptions du présent arrêté.

ART. 2. — Seuls donneront droit à la prime les labours exécutés à une profondeur supérieure à 0 m. 15.

Les pseudo labours, les labours de recroisement et tous les autres travaux superficiels exécutés par motoculture ne peuvent donner droit à aucune prime.

La prime ne pourra être attribuée qu'une seule fois pour la même parcelle, dans le courant de l'année 1925.

ART. 3. — Aucune prime ne pourra être payée si l'intéressé n'a pas fait parvenir, préalablement à l'exécution des travaux, une demande expédiée sous pli recommandé au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation par l'entremise de l'inspecteur régional d'agriculture, sous le couvert de l'autorité locale de contrôle.

Cette déclaration devra mentionner :

1° le nom et l'adresse du propriétaire du terrain à labourer ainsi que la qualité du requérant (métayer, locataire, fermier, etc...);

2° la situation exacte des parcelles à labourer (avec un croquis exact à l'appui);

3° leurs superficies respectives;

4° le nombre d'appareils de motoculture à utiliser, leur puissance, la production moyenne déjà obtenue avec ces appareils par journée de dix heures de travail, ainsi que la nature des instruments de labour remorqués (biscot, trisoc, disques, etc...);

5° la date prévue pour le commencement des labours.

ART. 4. — Si la conduite des travaux nécessite à un moment donné l'emploi de la traction animale, l'inspecteur d'agriculture de la région doit être prévenu immédiatement par lettre recommandée. Au cas contraire, la présence de charrue à traction animale sur le terrain inscrit pour être labouré mécaniquement fera automatiquement perdre le droit à la prime pour toute la superficie.

ART. 5. — Il appartiendra au pétitionnaire d'aviser le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, de l'achèvement de ses travaux par motoculture. A cet effet, il retournera, après l'avoir remplie, la formule qui lui aura été délivrée au moment de l'inscription. Il ne sera plus accepté de demande de paiement de primes après le 31 décembre 1925.

ART. 6. — Les déclarations seront vérifiées sur place par l'inspecteur régional d'agriculture ou son délégué, qui en certifiera l'exactitude sur la demande de prime elle-même. Le pétitionnaire s'engage à ne pas introduire sur la superficie en question, dans un délai de quinze jours, à compter de la date d'envoi de la demande de paiement de prime, d'instruments susceptibles de fausser ou d'empêcher le contrôle.

S'il y a lieu, le pétitionnaire devra justifier sa demande par des références (dates et durée de fonctionnement des appareils).

ART. 7. — La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire réel du sol à l'époque du constat des travaux, sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains *makhzen*, labours ou collectifs (biens de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol, à charge par l'intéressé de fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 8. — Toute déclaration inexacte entraînera pour son auteur la suppression pure et simple de la prime à percevoir, sans préjudice de toute poursuite dans les conditions du droit commun.

ART. 9. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 23 *jumada I 1343*,
(20 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1924 (23 *jumada I 1343*)

réglementant, pour l'année 1925, l'attribution d'une prime à la plantation du murier pour l'alimentation du ver à soie.

LE GRAND VIZIR,

Considérant l'intérêt que présente le développement de la sériciculture au Maroc;

Considérant que cette industrie agricole ne pourra normalement s'implanter qu'en fonction du nombre de mûriers susceptibles de procurer la nourriture nécessaire aux vers à soie et qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'encourager les plantations de cet arbre;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque justifiera avoir, postérieurement au 1^{er} janvier 1925, planté en vue de leur culture permanente et de leur entretien régulier, des mûriers pour l'alimentation de vers à soie, pourra recevoir à titre d'encouragement une prime dont le montant ne pourra pas être supérieur à un franc, cinquante centimes (1 fr. 50) pour chaque sujet tige et un franc (1 fr.) pour chaque sujet basse-tige, planté dans de bonnes conditions.

Seuls seront admis à bénéficier de la prime le mûrier blanc (*morus alba L.*) et ses variétés.

ART. 2. — Cette prime ne pourra être attribuée à l'ayant droit qu'en cas de réussite de la plantation constatée dix mois au moins après l'opération.

ART. 3. — La prime ne sera accordée que pour la plantation de 50 sujets tiges plantés à la distance minima de 4 mètres les uns des autres, ou à tout groupement d'au moins 25 sujets sur tige basse plantés à la distance de 3 mètres.

ART. 4. — En aucun cas, pour l'année 1925, la prime accordée dans une même année au même propriétaire ne pourra dépasser cinq cents francs.

ART. 5. — Pour une plantation de mûrier en haie, la prime sera accordée au mètre linéaire, au taux de 0 fr. 25 le mètre.

Dans ce cas, elle ne sera attribuée que pour une plantation minima de 50 mètres, comprenant de 80 à 100 sujets, de semis d'un an, plantés à 0 m. 50 ou 0 m. 60 sur la ligne.

ART. 6. — Toute personne désireuse de bénéficier de la prime prévue à l'article premier devra, avant le 1^{er} avril 1925, en faire la demande par lettre recommandée au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, par l'entremise de l'inspecteur régional d'agriculture et sous le couvert de l'autorité locale de contrôle.

Cette demande mentionnera obligatoirement :

- 1° le nom et l'adresse du propriétaire des terrains complantés, ainsi que la qualité du requérant ;
- 2° la superficie exacte et la superficie totale des terrains complantés ;
- 3° le nombre et l'espèce des arbres plantés ;
- 4° la période pendant laquelle les opérations de plantation ont été poursuivies et la date d'achèvement de ces opérations.

ART. 7. — Dix mois au moins après l'envoi de la demande ci-dessus, l'inspecteur régional d'agriculture de la situation des lieux procédera, soit d'office, soit à la requête de l'intéressé, et en tous cas en présence de celui-ci, à la vérification du nombre d'arbres plantés ayant repris. Il vérifiera également l'exactitude des renseignements fournis par le requérant dans sa demande d'attribution de prime.

Un procès-verbal de cette vérification sera établi par les soins du dit inspecteur pour servir à arrêter le montant de la prime à allouer.

Ce procès-verbal, qui devra être signé de l'expert et du pétitionnaire, sera adressé au directeur général de l'agriculture par l'entremise de l'autorité locale de contrôle.

ART. 8. — Si, lors de la vérification prévue à l'article 7, les sujets plantés ne présentent pas toutes les garanties désirables de bonne végétation, le représentant du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pourra reporter à une date ultérieure la constatation des travaux effectués.

ART. 9. — La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire réel du sol à l'époque du constat, sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains makhzen, habous ou collectifs (biens de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol qui devra fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 10. — Toute fraude ou déclaration inexacte entraînera pour son auteur la suppression pure et simple de la prime sans préjudice de toutes poursuites dans les conditions du droit commun.

ART. 11. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 23 jourmada I 1343,
(20 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1924

(23 jourmada I 1343)

réglementant l'attribution de primes au défrichement pour l'année 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahîr du 8 mars 1920 (16 jourmada II 1338) instituant des subventions pour encourager le défrichement ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Tout exploitant agricole qui voudra bénéficier de la subvention prévue par le présent arrêté adressera à l'inspecteur régional d'agriculture, par l'entremise de l'autorité locale de contrôle, une déclaration spécifiant :

1° le nom et l'adresse du propriétaire des terrains à défricher ou à épierrer, ainsi que la qualité du requérant (métayer, locataire, fermier, etc...) ;

2° la situation exacte des terres à défricher ou épierrer (croquis joint) ;

3° leur superficie respective ;

4° les moyens qui sont envisagés pour effectuer le défrichement ou l'épierrage (manuels ou mécaniques) ;

5° le chiffre de l'estimation du prix de revient à l'hectare du travail projeté.

ART. 2. — Ces déclarations seront vérifiées sur place par un délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation qui examinera, en présence de l'exploitant intéressé et contradictoirement avec lui, les superficies à défricher ou à épierrer, le prix de revient du défrichement ou épierrage d'après la situation de l'immeuble et la valeur des produits utilisables, ainsi que les difficultés à prévoir dans l'exécution de l'opération, tant à cause de la nature et de la compacité du sol qu'en raison de la nature et de la densité des peuplements. Les conclusions de cette expertise serviront de base pour la fixation du taux de la subvention afférente à l'entreprise envisagée.

ART. 3. — Le délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation consignera dans un procès-verbal ses propositions relatives au taux de la subvention à accorder et ses observations, ainsi que celles du requérant. Ce document, qui devra être signé par l'expert et le pétitionnaire, sera adressé sans retard ainsi que la demande du requérant au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation qui fixera définitivement le taux de la subvention à allouer pour chaque cas particulier. Sa décision sera sans appel.

ART. 4. — En aucun cas, pour l'année 1925, le montant de la subvention ne pourra dépasser deux cents francs par hectare (défriché ou épierré).

ART. 5. — La déclaration visée à l'article premier devra être envoyée un mois avant le commencement des travaux, de manière que la vérification puisse avoir lieu sur le terrain encore en friche. Toutefois, si dans le délai d'un mois, à compter de la date d'envoi de la déclaration, la vérification prévue à l'article 2 n'a pas été faite, le défrichement ou l'épierrage pourra être entrepris par le pétitionnaire qui ne sera d'ailleurs pas fondé à se prévaloir du travail déjà effectué pour élever une réclamation sur la

détermination, soit des superficies fraîchement défrichées ou épierrées reconnues, soit du taux de la subvention afférente à l'opération.

ART. 6. — Les exploitants agricoles seront tenus d'aviser les inspecteurs régionaux de l'achèvement de leurs opérations annuelles de défrichement ou d'épierrage, en précisant notamment la situation exacte et l'importance des surfaces nettoyées. Un croquis sera joint à cette déclaration.

ART. 7. — La parfaite et entière exécution du défrichement ou épierrage devra être reconnue par un délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation qui consignera dans un procès-verbal les résultats de son expertise. Ce document, qui sera signé de l'expert et du pétitionnaire, sera adressé au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation par l'entremise de l'autorité locale de contrôle. Il servira, s'il y a lieu, de pièce justificative à l'ordonnement de la subvention.

La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire réel du sol à l'époque du constat, sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains makhzen, habous ou collectifs (biens de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol qui devra fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 8. — Le taux de la subvention à l'hectare allouée en vertu de l'article 3 ne donnera droit au mandatement que si l'intéressé requiert avant le 30 novembre de la même année le constat définitif de défrichement ou d'épierrage dans lequel devront figurer, s'il y a lieu, les travaux à exécuter au cours du mois de décembre.

Faute par le requérant de se conformer à la présente disposition, tous ses droits à la prime pour l'année écoulée seront périmés.

Les surfaces expertisées conformément à l'article 2 et qui n'auraient pu être défrichées ou épierrées avant le 31 décembre de l'année en cours seront l'objet d'une nouvelle déclaration de la part de l'exploitant. A la suite de cette déclaration, un délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation procédera à une nouvelle expertise avant travaux, conformément à l'article 2 du présent arrêté.

ART. 9. — Toute déclaration inexacte entraînera pour son auteur la suppression pure et simple de la subvention, sans préjudice de toutes poursuites dans les conditions du droit commun.

ART. 10. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 23 jourmada I 1343,
(20 décembre 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 décembre 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 DÉCEMBRE 1924

(27 jourmada I 1343)

portant modification à l'arrêté viziriel du 15 juillet 1924 (12 hija 1342) relatif à la taxe des prestations.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 juillet 1924 (7 hija 1342) réglant la taxe des prestations ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 juillet 1924 (12 hija 1342), pris en exécution du dahir susvisé, complété par l'arrêté viziriel du 21 octobre 1924 (21 rebia I 1343) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 1^{er}, alinéa 6, de notre arrêté du 15 juillet 1924 (12 hija 1342), susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Région de Meknès : toutes les tribus soumises au tertib ».

*Fait à Rabat, le 27 jourmada I 1343
(24 décembre 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924

(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville d'Azemmour appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville, pour l'année 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejab 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 avril 1921 (4 chaabane 1333) instituant une commission municipale mixte à Azemmour et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la com-

mission municipale mixte d'Azemmour, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Caffin, Gustave, propriétaire ;
Prioux, Théophile, commerçant.

2° Marocains

a) Musulmans.

Si Ahmed bel Haj Abdallah Ouajou, commerçant ;
El Haj Mhamed Chouffani bel Haj Mohamed, propriétaire ;
El Mekki ben el Haj Bouchaïb ben Kacem, commerçant ;
Mohamed bel Haj Louadoudi ben Abdessalem, propriétaire ;
Mohamed bel Haj Moktar bel Fquih ben Daho, commerçant ;
Mohamed Tlohi ben Ahmed ben Si Allel, commerçant.

b) Israélites.

MM. Yacoub Abisaïd ben Mihir, commerçant ;
Nissim Melloul, commerçant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924
(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Fès appelés à faire partie de la commission municipale française de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 mai 1919 (2 chaabane 1337) relatif à l'organisation municipale de la ville de Fès ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 juillet 1919 (20 chaoual 1337), portant à 9 le nombre des membres de la commission municipale européenne de cette ville ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la com-

mission municipale française de Fès, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

MM. Ancey, Georges, commerçant ;
Aynié, Pierre, architecte ;
Barraux, Léon, directeur de la Compagnie Marocaine ;
Baudrand, Louis, garagiste ;
Chevaleyre, Johannès, propriétaire ;
Coudert, François, industriel ;
Gilly, Henri, entrepreneur ;
Hermitte, Paul, directeur de la Compagnie de la Côte d'Afrique ;
Suavet, Léon, commerçant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924
(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Marrakech appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 mai 1919 (1^{er} ramadan 1337) portant création d'une commission municipale mixte à Marrakech et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Marrakech, pour 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Amphoux, Antonin, entrepreneur de travaux publics ;
Chavanne, Paul, commerçant ;
Cousinery, Maurice, commerçant et colon ;
Gaussem, Raoul, commerçant ;
Hebreard, Clément, imprimeur ;

Pierre, Léon, directeur de l'Agence de la Banque d'Etat du Maroc ;
 Saclier, Jean-Baptiste, garagiste ;
 Schacher, Victor, commerçant ;
 Tréboz, Clovis, commerçant.

2° Marocains

a) Musulmans.

Si Abdeselem ben Abderrahman ben Naceur, propriétaire ;
 Ahmed Ould el Haj el Mekki Cebbane, agriculteur et commerçant ;
 Aomar ben el Haj Tebbaa, grand moqaddem de la Zaouïa de Sidi bel Abbès ;
 El Haj ben Taleb, commerçant ;
 El Lhaoussine ben el Madani el Kabbaj, propriétaire et agriculteur ;
 M'Hamed bel Haj Ali, dit Kerboueh, commerçant et agriculteur ;
 Mohamed Ould el Haj el Hachemi, agriculteur ;
 Mohamed Ould Tahar Doukkali, commerçant ;
 Thami ben el Haj ben Kiran, commerçant.

b) Israélites.

MM. Corcos, Josué, propriétaire ;
 Dray, David, commerçant minotier ;
 Hadida, Jacob, commerçant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
 (26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924
 (29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Mazagan appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1917 (23 rejeb 1335) portant création d'une commission municipale mixte à Mazagan et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mai 1919 (12 chaabane 1337)

portant à 5 le nombre des notables français et à 6 le nombre des notables indigènes appelés à faire partie de la commission municipale mixte de Mazagan ;

Considérant qu'il y a lieu, en raison de l'accroissement du chiffre de la population européenne et musulmane de Mazagan, d'augmenter le nombre des notables français et musulmans au sein de la commission municipale mixte de cette ville ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des membres français et marocains de la commission municipale mixte de Mazagan est respectivement porté de cinq à six, et de quatre à cinq.

ART. 2. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Mazagan, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Archambaud, Lucien, représentant de commerce ;
 Coussedière, Jean, commerçant ;
 Jeannin, Paul, colon et commerçant ;
 Mages, Alexandre, avocat ;
 Marchai, Félix, pharmacien ;
 Perroy, Pierre, commerçant.

2° Marocains

a) Musulmans.

Si Abdelmalek ben el Haddi el Kadiri, commerçant ;
 Ahmed Bel Madani Benani, commerçant ;
 Boubeker el Guessous, propriétaire ;
 El Haj Abdelkader ben el Bacha, commerçant et propriétaire ;
 El Haj Ahmed ben Mohamed el Hellali, commerçant.

b) Israélites.

MM. Simon Cohen, commerçant ;
 Znaty, Simon, commerçant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
 (26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924
 (29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Mogador appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur

l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 octobre 1918 (20 moharrem 1337) instituant une commission municipale mixte à Mogador, et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 décembre 1923 (10 jourmada I 1342) portant à quatre le nombre des notables français appelés à faire partie de la commission municipale mixte de Mogador ;

Considérant qu'il y a lieu, en raison de l'accroissement du chiffre de la population européenne et musulmane de Mogador, d'augmenter le nombre des notables européens et musulmans au sein de la commission municipale mixte de cette ville ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des membres français et marocains de la commission municipale mixte de Mogador est respectivement porté de quatre à cinq et de trois à quatre.

ART. 2. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Mogador, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Cartier, Adrien, négociant ;
Fouyssat, Eugène, commerçant ;
Grognot, Valentin, industriel ;
Sandillon, Ferdinand, industriel ;
Schmitz, René, négociant, agent de la Compagnie Paquet.

2° Marocains

a) Musulmans.

Si Cherif Mohamed Sbahi, président de la chambre de commerce indigène ;
Maalem Abdallah ben Ahmed Benejar, amin des menuisiers ;
Maalem Mohamed ben el Houssine Es Sembali, amin des bijoutiers ;
Mohamed ben Haj Bouchaïb, commerçant.

b) Israélites.

MM. Afriat, Salomon, négociant ;
Coriat, Abraham, négociant, agriculteur ;
Knafo, Joseph, négociant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924

(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Salé appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1917 (23 rejeb 1335) instituant une commission municipale mixte à Salé et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 décembre 1923 (10 jourmada I 1342) portant de un à deux le nombre des membres français de la commission municipale mixte de Salé ;

Considérant qu'il y a lieu, en raison de l'accroissement du chiffre de la population européenne de Salé, d'augmenter le nombre des notables français au sein de la commission municipale mixte de cette ville ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des membres français de la commission municipale mixte de la ville de Salé est porté de deux à trois.

ART. 2. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Salé, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Hermet, Louis, éleveur et propriétaire ;
Sburlati, Simon, entrepreneur de travaux ;
Zuriaga, Sébastien, colon.

2° Marocains

a) Musulmans.

Si Abdallah ben Mohammed Hassar, propriétaire ;
Ahmed ben Dahman, propriétaire et commerçant ;
Ahmed ben Haj Mohammed Lahrech, commerçant ;
Brahim ben Bouzid, propriétaire, ancien amin mostafadat ;
Haj Mohammed ben Haj Mohammed, Aouad, propriétaire et commerçant ;
Mohammed ben Abderrahman Aouad, commerçant.

b) Israélites.

MM. Chacuil ben Isaac Isbi, propriétaire et commerçant ;
Micaël ben Raphaël Inkaoua, propriétaire.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924

(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Sefrou appelés à faire partie de la commission municipale indigène de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejev 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1917 (23 rejev 1335) portant création à Sefrou d'une commission municipale indigène et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 mai 1919 (2 chaabane 1337) portant à huit le nombre des notables appelés à faire partie de la commission municipale indigène de Sefrou ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission municipale marocaine de Sefrou, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

a) Musulmans.

Si Bouchta Bel Lhâssen Kermouch, commerçant ;
Moulay Abderrhman ben Lhabib el Alaoui, commerçant ;
Moulay Abdesselem ben Larbi, commerçant ;
Moulay Ali ben Ahmed el Alaoui, propriétaire ;
Taleb Lahissen el Bou Haddioui, cultivateur et commerçant.

b) Israélites.

MM. Amran ben Liahou Zimi, commerçant ;
Aroun Azoulay, commerçant ;
Ichoua Roubbin, commerçant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924

(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Settât appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur

l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejev 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 mai 1919 (2 chaabane 1337) instituant une commission municipale mixte à Settât et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Settât, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Amblard, Célestin, colon et industriel ;
Arnaud, Elisée, commerçant.

2° Marocains

a) Musulmans.

Si Abdelkrim bel Haj Ahmed Cheraïbi, commerçant.
Jafar bel Abbès el Merini, commerçant et propriétaire ;
Mohamed ben Jilali ben Taïbi, propriétaire ;
Mohamed ben el Haj Nacer Demnati, propriétaire.

b) Israélite.

M. Medina, Marcel, commerçant.

Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 DÉCEMBRE 1924

(29 jourmada I 1343)

portant désignation des notables de la ville de Taza appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1925.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejev 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 mars 1921 (9 rejeb 1339) portant création d'une commission municipale mixte à Taza et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Taza, pour l'année 1925, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Nicolas, Henri, colon ;
Olive, Adolphe, entrepreneur.

2° Marocains

Si Azouz el Mokri, commerçant ;
El Haj Taieb Lazreg, commerçant ;
M'Hamied Touzani, propriétaire et commerçant ;
Mohamed ben Mohamed ben Mehdi, commerçant ;
Moulay Ahmed Néjar, propriétaire ;
Thami ben Taleb Bannani, propriétaire.

*Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1343.
(26 décembre 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 DÉCEMBRE 1924
(30 jourmada I 1343)**

autorisant le secrétaire général du Protectorat à allouer des indemnités mensuelles aux agents des travaux publics détachés dans les municipalités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 5 février 1921 (26 jourmada I 1339) complété et modifié par les arrêtés viziriels des 28 novembre 1921 (27 rebia I 1340) et 20 février 1922 (22 jourmada II 1340), autorisant le directeur général des travaux publics à accorder des indemnités spéciales mensuelles aux ingénieurs en chef, ingénieurs et fi^{ns} d'ingénieurs d'arrondissement des travaux publics ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1925, le secrétaire général du Protectorat est autorisé à allouer des indemnités spéciales mensuelles à tout agent détaché de la direction générale des travaux publics au secrétariat gé-

ral du Protectorat, pour être affecté dans une des municipalités de la zone française de l'Empire chérifien, en qualité d'ingénieur municipal,

*Fait à Rabat, le 30 jourmada I 1343.
(27 décembre 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

**ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 19 DÉCEMBRE 1924
portant modifications dans l'organisation territoriale de
la région de Meknès.**

**LE MARECHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,**

Sur la proposition du colonel, directeur des affaires indigènes et du service des renseignements et avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le bureau des renseignements de Bou Draa de l'Oudrès, créé par l'arrêté du 30 novembre 1923, est supprimé à la date du 1^{er} janvier 1925.

ART. 2. — Il est créé, à la même date, dans le cercle d'Itzer, un bureau de renseignements à Tichout.

ART. 3. — Les Aït Bougman, qui relèvent actuellement du bureau des renseignements d'Arbalou N'Serdane, sont rattachés, à dater du 1^{er} janvier 1925, au bureau de renseignements de Tichout.

ART. 4. — Le bureau de renseignements de Tichout est chargé de la surveillance politique et du contrôle administratif des Aït Ayach de l'Ansegmir et des Aït Bougman ainsi que de l'action politique à poursuivre chez les Aït Yahia insoumis et les Beni M'Guild dissidents.

ART. 5. — Le directeur général des finances, le colonel directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, le colonel commandant la région de Meknès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 19 décembre 1924.

LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 517

Le maréchal de France Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef, cite à

l'ordre des troupes d'occupation du Maroc le militaire dont le nom suit :

IGLESIAS, Léopoldo, Mle 12248, caporal à la 10^e compagnie du 2^e régiment étranger d'infanterie :

« Excellent caporal très dévoué. Le 27 novembre 1924, chef de groupe de tête d'un détachement chargé d'assurer la sécurité d'une corvée de ravitaillement, n'a pas hésité à tenir tête à un groupe de dissidents qui venait de se dévoiler à courte distance et qui avait déjà commencé le feu. Est tombé mortellement blessé au moment où il engageait bravement le combat contre ses adversaires. »

Cette citation comporte l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Au Q. G. à Rabat, le 21 décembre 1924.

Le Maréchal de France,

*Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.*

AUTORISATION DE LOTERIE

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 22 décembre 1924, l'association dite « La Chimère », dont le siège est à Taza, a été autorisée à organiser une loterie de mille billets (1.000) à un franc.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

interdisant la circulation sur la passerelle de Foued Nefîikh, dénommée Pont Blondin.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 16 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1924 limitant la circulation sur diverses routes et ouvrages et, notamment, l'article 5, 2^e alinéa ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du sud à Casablanca,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Jusqu'à nouvel ordre, la circulation est interdite à tout véhicule, sur la passerelle de Foued Nefîikh, dénommée Pont-Blondin (piste côtière de Casablanca à Rabat.

Rabat, le 20 décembre 1924.

*P. le directeur général des travaux publics,
Le directeur général adjoint,*

MAITRE-DEVALLOU

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

autorisant et réglementant, pour l'année 1925, l'exportation des animaux de l'espèce bovine par la frontière algéro-marocaine.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 janvier 1922 (15 jourmada I 1340) relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises ;

Vu le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) portant réglementation de l'exportation des animaux des espèces bovine et ovine hors de la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu le dahir du 26 décembre 1923 (17 jourmada I 1342) ; portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine hors de la zone française de l'Empire chérifien, et modifiant le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341), susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'exportation par la frontière algéro-marocaine, des animaux mâles de l'espèce bovine castrés ou non et des femelles de la même espèce âgées de plus de huit ans est autorisée, du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 1925, jusqu'à concurrence de dix mille têtes.

ART. 2. — Le chef du service de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 17 décembre 1924.

MALET.

CRÉATIONS D'EMPLOIS

Par dahir en date du 29 novembre 1924, il est créé un poste de juge suppléant rétribué au tribunal de paix de Kénitra.

Par arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien, en date du 17 décembre 1924, il est créé 3 emplois de secrétaires du Gouvernement chérifien.

NOMINATIONS, PROMOTIONS ET DÉMISSIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par dahir en date du 19 décembre 1924, M. ALBERGE, Paul, directeur adjoint des finances, est placé hors cadres à la disposition du consul général de France à Tanger pour la mise en application du statut de Tanger, à compter du 1^{er} décembre 1924.

Par dahir en date du 19 décembre 1924, M. MOUZON, Georges, directeur du service de l'administration générale et du service pénitentiaire au secrétariat général du Protectorat, est nommé directeur adjoint des finances, à compter du 1^{er} décembre 1924, en remplacement de M. Alberge.

Par arrêté viziriel en date du 29 décembre 1924, M. BOULLIER, Louis, chargé par contrat des fonctions de chef du service topographique, est incorporé définitivement dans l'administration chérifienne en qualité de chef du service topographique, à compter du 31 décembre 1924.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 27 décembre 1924, M. MARCHAL, René, contrôleur des engagements de dépenses, est nommé sous-directeur de 2^e classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, à compter du 1^{er} janvier 1925.

M. Marchal est chargé de la direction des services administratifs du secrétariat général du Protectorat, à compter de la même date.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 23 décembre 1924 :

M. VAUTIER, Lucien, licencié en droit, réformé n° 1 pour blessure de guerre, domicilié à Paris, est nommé rédacteur de 4^e classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, à compter de la veille de son embarquement pour le Maroc (emploi réservé), en remplacement de M. Millet, démissionnaire.

M. GUELPA, Alexis, licencié en droit et titulaire des deux examens du doctorat en droit (sciences politiques), domicilié à Oran, est nommé rédacteur de 4^e classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, à compter de la veille de son départ pour rejoindre le Maroc, en remplacement de M. Frit, affecté aux services municipaux de Rabat.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 24 décembre 1924, M. MOREL, Georges, licencié en droit, domicilié à Toulouse, est nommé rédacteur de 4^e classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, à compter de la veille de son embarquement pour le Maroc, en remplacement de M. Barbet, placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 17 décembre 1924, M. ANTONA, Armand, secrétaire de contrôle de 5^e classe du service des contrôles civils, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} décembre 1924.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 24 décembre 1924, M. MARECHAL, Jean, sous-chef de

bureau de 1^{re} classe au ministère des finances (direction du personnel), est nommé chef de bureau de 1^{re} classe au service du budget et de la comptabilité, à compter du 5 décembre 1924.

Par arrêté du procureur général près la Cour d'appel de Rabat, en date du 6 décembre 1924, M. FOISSIN, Paul, François, Joseph, avocat stagiaire, est nommé attaché au parquet du tribunal de première instance de Casablanca.

Par arrêtés du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 12 décembre 1924 :

M. COMPAIN, Gaston, inspecteur de l'élevage de 4^e classe, est élevé à la 3^e classe de son grade, à compter du 31 décembre 1924.

M. VAYSSE, Jean, inspecteur adjoint de l'élevage de 5^e classe, est élevé à la 4^e classe de son grade, à compter du 31 décembre 1924.

M. HERZOG, Alphonse, inspecteur adjoint de l'élevage de 3^e classe, est élevé à la 2^e classe de son grade, à compter du 31 décembre 1924.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 8 décembre 1924, M. HENRY, Georges, boursier du Protectorat, est nommé vétérinaire-inspecteur adjoint de l'élevage stagiaire, à compter du 24 novembre 1924 (emploi créé).

Par arrêté du directeur des services de l'administration générale et pénitentiaire, en date du 16 décembre 1924, M. BATAILLEY, Gabriel, commis-comptable principal de 3^e classe, admis à l'examen d'aptitude à l'emploi d'économiste de prison, est nommé économiste de 4^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1924.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 19 décembre 1924, est acceptée, à compter du 1^{er} janvier 1925, la démission de son emploi offerte par M. GERVAIS, Ramon, secrétaire de contrôle de 5^e classe du service des contrôles civils.

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 12 décembre 1924, est acceptée, à compter du 15 octobre 1924, la démission de son emploi offerte par M. SCHMAUDER, Victor, commis de 5^e classe à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Par arrêté du chef du service topographique chérifien, en date du 14 octobre 1924, est acceptée, à compter du 1^{er} octobre 1924, la démission de son emploi offerte par M. CLERC, Georges, géomètre adjoint de 1^{re} classe du service topographique chérifien.

PARTIE NON OFFICIELLE**SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE
DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC
à la date du 22 décembre 1924.**

La majeure partie des contingents riffains restant engagée autour de Tetouan et sur le front en avant du Kert, le calme règne sur notre front nord ; seuls quelques rôdeurs s'attaquent à nos lignes téléphoniques, qu'ils sabotent en plusieurs points.

Dans le moyen-Atlas, la détente persiste, tant dans la région comprise entre Aït Tserouchen et Marmoucha, le long du couloir de la Serina, qu'au nord-est de Beni-Mellal où l'occupation de l'Aguennous N'Ousjouan améliore notre situation militaire et politique, en nous donnant des vues très étendues jusqu'en plein cœur du moyen-Atlas et en plaçant l'importante tribu dissidente des Aït Saïd dans l'obligation de se soumettre ou de se retirer.

Institut Scientifique Chérifien**SERVICE DE MÉTÉOROLOGIE****Statistique pluviométrique du 10 au 20 décembre 1924**

STATIONS	Pluie tombée du 10 au 20 décembre	Pluie moyenne en décembre	Pluie tombée du 1 ^{er} septembre au 20 décembre	Pluie moyenne du 1 ^{er} septembre au 20 décembre
Ouezzan	6.4	75	207.9	222
Souk el Arba du Rarb	10.8	66	122.8	207
Petitjean	6.6	53	133.1	152.4
Rabat	5.1	72	158.0	192
Casablanca	3.4	61	112.9	162.6
Settat	0	46	59.4	129.6
Mazagan	0.1	62	84.6	178.4
Safi	Traces	53	60.4	165.4
Mogador	0	45	76.5	136
Marrakech	Traces	39	101.1	104
Tadla	1.1	74	197.7	168.4
Meknès	7.0	63	188	175
Fès	7.9	66	124.2	168
Taza	10.7	68	108	159.4
Oujda	70.3	29	136.9	99.4
Sidi Ben Nour	0	45	100.7	127
Marchand	5.7	63	140	149
Azrou	15.8	88	282.4	243.6
Ouljet Soltane	11	51	161.2	151
Oulmès	29	85	522	188.6

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES**Service des impôts et contributions****AVIS DE MISE EN RECouvreMENT**

des prestations et du tertib des européens et assimilés de 1924.

L'administration a mis en recouvrement les rôles des

prestations et du tertib des européens et assimilés de 1924, dans les circonscriptions suivantes :

Région de Fès : Fès-banlieue, Taza-ville, Guercif.

Région du Rarb : Kénitra-ville, Mechra bel Ksiri.

Région de Marrakech : Kasba Tadla.

Le présent avis est donné en conformité des dahirs du 10 juillet 1924 sur les prestations, du 10 mars 1915 sur le tertib et du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES**Service des perceptions et recettes municipales****PATENTES****Contrôle civil de Rabat-banlieue**

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes (2^e émission) du contrôle civil de Rabat-banlieue, pour l'année 1924, est mis en recouvrement à la date du 31 décembre 1924.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES**Service des perceptions et recettes municipales****PATENTES****Contrôle civil de Salé-banlieue**

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes (2^e émission) du contrôle civil de Salé-banlieue, pour l'année 1924, est mis en recouvrement à la date du 31 décembre 1924.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES**Service des perceptions et recettes municipales****PATENTES****Contrôle civil des Zaër**

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes (2^e émission) du contrôle civil des Zaër, pour l'année 1924, est mis en recouvrement à la date du 31 décembre 1924.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Annexe de Sidi ben Nour

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de l'annexe de Sidi ben Nour, pour l'année 1924, est mis en recouvrement à la date du 31 décembre 1924.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Contrôle civil des Doukkala-Nord

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil des Doukkala-Nord, pour l'année 1924, est mis en recouvrement à la date du 31 décembre 1924.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS

I. — CONSERVATION DE RABAT

ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 632
du 2 décembre 1924.

Page 1819, réquisition 1649 R. Propriété dite « Boutique Habous Kobra I », réquisition 1649 R.

Lire : « sise à Salé, place Souk el Kebir, n° 15 » ;

Au lieu de : « sise à Salé, rue Souk el Kebir, n° 17 ».

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

AVIS

Prescrit par l'art. 101 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913)

Délivrance d'un second duplicata du titre foncier

Suivant lettres des 6 novembre et 10 décembre 1924, M. Riso, Manuel, Patricio, jardinier, né le 17 mars 1880 à Arzew (département d'Oran), marié à dame Lorente, Maria, Mercédès, le 27 mars 1909 à Oran, sans contrat, demeurant et domicilié à Oran chez M. Damiens, rue du Fondouck, n° 11, a en suite de la perte du duplicata du titre foncier n° 291 R. de la propriété dite « Villa Sainte-Marie », sise à Kénitra, quartier Ville haute, rues de la Cathédrale-de-Reims et du Fort-de-Vaux, dont il est propriétaire, demandé la délivrance d'un nouveau duplicata.

Toute personne intéressée peut, dans le délai de quinze jours de la publication du présent avis, formuler toute opposition que de droit à cette délivrance.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 2027 R.

Suivant réquisition en date du 4 décembre 1924, déposée à la Conservation le 5 du même mois, M'Hamed ben Mokkadem Aomar Chiadmi, propriétaire, marié selon la loi musulmane à dames Khadidja bent Kaddour el Abdi à Souk el Tenin de Sidi el Aziz, tribu des Cherarda, contrôle civil de Petitjean, vers 1914 et à Bouja bent Allal Cheradi, au même lieu, vers 1920, agissant en son nom personnel et comme co-proprétaire indivis de son frère Mohammed ben Mokkadem Aomar Chiadmi, marié selon la loi musulmane à dames Khe-

nata bent Tahar Doukkali, au même lieu, vers 1913 et Mina bent Bel Hadfa, au même lieu, vers 1916, tous deux demeurant au dit lieu et faisant élection de domicile chez M. Hombeiger, avocat, à Rabat, a demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaire indivis par moitié d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Tajer Soudan », consistant en terrain de cultures, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Cherarda, fraction des Chebanet, au sud de la piste de Souk el Djemaa à Sidi Abdel Aziz et à 4 km. de ce dernier douar.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 hectares, est limitée : au nord, par le chemin de Sidi Gueddar à Souk el Tléta et au delà par le Chérif Mohamed el Ouezzani, demeurant à Ouezzan et par le Chérif Moulay Saïd ben Moulay Abderrahman el Omran, demeurant à Meknès-Médina ; à l'est, par El Mokri, grand vizir, demeurant à Rabat et par El Habib bel Mokkadem Aïmed Ould Souldana, demeurant sur les lieux ; au sud, par la djemaa des Cherarda, représentée par Mohamed Arioua, demeurant au douar des Oulad Djeloul, tribu des Oulad M'Hamed, contrôle civil de Petitjean ; à l'ouest, par les rizières de Ali ben Malek, représentés par Mohamed Arioua, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 28 safar 1343 (28 septembre 1924), homologué, aux termes duquel la Compagnie Marocaine leur a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 2028 R.

Suivant réquisition en date du 5 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Marino, Joseph, Augustin, entrepreneur de peinture, marié à dame Vircoulon, Camille, le 4 octobre 1921, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Dagassan, notaire au dit lieu, le 27 septembre de la même année, demeurant et domicilié à Rabat, rue Razzia, n° 15, agissant en son nom personnel et comme co-proprétaire indivis de : 1° M. Compagnon, Ferdinand, Aimé, entrepreneur, marié à dame Jullian, Anaïs, Appolonie, le 15 janvier 1919 à Meknès, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par M^e Couderc, chef du bureau du notariat, à Rabat, le 31 décembre 1918, demeurant et domicilié à Rabat, rue de la République ; 2° Mme Jullian, Anaïs, Appolonie, épouse de M. Compagnon, Ferdinand, susnommé, demeurant avec

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

lui, a demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaire indivis dans les proportions de 25 % à chacun des époux Compagnon et 50 % à lui-même, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Compagnon et Marino », consistant en terrain et constructions, située à Rabat, rue de la République.

Cette propriété, occupant une superficie de 332 mq. 50, est limitée : au nord, à l'est et au sud, par Hadj Mohammed ben Mustapha ben Moussa, demeurant à Rabat, rue Moulay Abdallah, impasse Bargache ; à l'ouest, par la rue de la République.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu de deux actes d'adoul en date des 1^{er} safar et 10 rebia II 1343 (1^{er} septembre et 8 novembre 1924), homologués, aux termes desquels Moustafa ben Moussa Er Ribati, et consorts, leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 2029 R.

Suivant réquisition en date du 6 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Hadj Bouazza ben el Hadj el Maati, ex-cadi de Skirat, y demeurant, agissant en qualité de tuteur de Mohammed ben el Hadj Bouazza, son fils mineur, demeurant et domicilié au même lieu, a demandé l'immatriculation au nom de son fils mineur, propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bouaïba », consistant en terrain de cultures, située contrôle civil de Kabat-banlieue, tribu des Arabes, fraction de Rghoa, au km. 27 de la route de Rabat à Casablanca, lieu dit « Aïn Bouïba ».

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est composée de deux parcelles limitées :

Première parcelle. — Au nord, par la source d'Aïn Bouaïba et au delà par la route de Rabat à Casablanca ; à l'est, par El Hadj Bouazza ben Abdelhadi, demeurant sur les lieux ; au sud, par la source d'Aïn Bouaïba et par le Caïd Mohammed Roghi, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite « Zebdia I », titre 855 R. et le cheikh Larabi ben Ahmed, demeurant sur les lieux.

Deuxième parcelle. — Au nord, par la propriété dite « Dar el Hadj Bouazza », réquisition 919 R. à l'est, par El Hadj Bouazza ben el Hadj Maati, susnommé ; au sud, par la source d'Aïn Bouaïba et au delà par Ahmed Djebli, demeurant à Rabat, rue de la République ; à l'ouest, par Djilali ben Hamama et Larbi ben Aziza, demeurant sur les lieux, douar Fratit.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que Mohammed ben el Hadj Bouazza susnommé en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 rejeb 1340 (9 mars 1922), aux termes duquel El Mahdi ben el Omari et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 2030 R.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le 6 décembre 1924, M. Barbier de la Serre, René, Auguste, Ghislain, propriétaire, marié à dame Augie Moussac, Marie-Thérèse, Antoinette, Suzanne, le 10 octobre 1922, à Compiègne, sous le régime de la séparation de biens ; suivant contrat reçu par M^e Chauvin, notaire à Montdidier, le 7 du même mois, demeurant à Salé, banlieue, et faisant élection de domicile chez M^e Picard, avocat à Rabat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Addaden », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Hosseïne, sur la rive droite de l'oued Bou Regreg, en bordure et au km. 2 de la route n° 204 de l'ota Hosseïne.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares 50 ares, est limitée : au nord, par le Caïd Abdallah ben Saïd, demeurant à Salé ; à l'est, par Abdelkader ben Aïssa et son frère Abdesslem ben Aïssa, demeurant sur les lieux ; au sud, par les Habous Kobra de Salé, représentés par leur Nadir, demeurant à Salé ; à l'ouest, par le Caïd Abdallah ben Saïd, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel,

et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Rabat du 22 août 1913, aux termes duquel Ahmed ben Ahmed Chemmoum el Djaïfiri lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 2031 R.

Suivant réquisition en date du 8 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, la Société Française de Culture et d'Élevage, société anonyme dont le siège social est à Tanger, constituée suivant acte sous seings privés en date du 10 avril 1920 et délibérations des assemblées constitutives des actionnaires des 19 et 30 avril de la même année, déposés au rang des minutes notariales du consulat de France à Tanger, les 16 avril et 3 mai 1920 et au greffe du tribunal consulaire de la dite ville, le 5 du même mois, la dite Société représentée par M. Nahon, Moïse, son administrateur-directeur, demeurant et domicilié à la ferme de Sidi Oueddar par Arbaoua, contrôle civil de Mechra Bel Ksiri, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Blad el Hadj Mustapha », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ferme de Sidi Oueddar B », consistant en terrain de cultures et de parcours, située contrôle civil de Mechra Bel Ksiri, annexe de Souk el Arba du Gharb, tribu des Sefiane, à 10 km. à l'ouest de Souk el Jouma Lalla Mimouna, à 25 km. environ au nord-ouest de Souk el Arba, lieu dit « Blad el Hadj Mustapha ».

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares environ, est limitée : au nord, par l'oued Drader et au delà par la propriété dite « Ferme de Sidi Oueddar, titre 1534 R. ; à l'est, par la propriété dite « Ferme de Sidi Mohammed Bel Hassen », réq. 1260 R. ; au sud, par la piste allant du douar Guenafda au souk Jouma de Lalla Mimouna et au delà la Djemâa des Anabsa, représentée par le Cheikh Sellam Moumehdi, demeurant sur les lieux, douar Hecinat ; à l'ouest, par la propriété dite « Ferme de Sidi Oueddar », titre 1534 R.

La Société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 18 safar 1341 (10 octobre 1922), homologué, aux termes duquel les héritiers de El Hadj Mustapha ben Ali Er Remiqui et de Mohamed ben el Asri el Aguilil lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 2032 R.

Suivant réquisition en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le 9 décembre de la même année, Hadj Rahdi ben Saïd Bel Hadj Mohamed, cultivateur, marié selon la loi musulmane à dames Aïcha bent Lahcène et Rahma bent Moussa, vers 1874, au douar El-Kratt, tribu des Moktar, fraction Lachache, contrôle civil de Mechra Bel Ksiri, agissant en son nom personnel et comme co-proprétaire indivis de Khadija bent Sid Dahmane, veuve de Larbi ben Saïd, décédé au dit douar, vers 1917 ; Abdelkader ben Larbi, célibataire ; El Kamla bent Larbi, mariée selon la loi musulmane à Djilani Bel Ghali, vers 1922, au douar El Kratt ; Fatma bent Saïd, mariée selon la loi musulmane à Saïd Bel Hadj Rahdi, vers 1923, au même lieu ; Hadda bent Bou Mahdi, veuve de Larbi ben Saïd, susnommé, mariée en secondes nocces, selon la loi musulmane, à Allal ben Hadj Rahdi, vers 1919, au dit douar ; Mohamed ben Larbi ; Larbi ben Larbi ; Aïcha bent Larbi ; tous trois célibataires ; Fatma bent Hadi, veuve de Larbi ben Saïd, susnommé ; Bousseham ben Larbi ; Ahmed ben Larbi ; Abdelkebir ben Larbi ; tous trois célibataires ; Fatma bent Mohamed Bel Hachemi, veuve de Larbi ben Saïd, susnommé, mariée en secondes nocces selon la loi musulmane à Mohamed Ould H'Mar, vers 1919, au douar précité ; Fatma bent Larbi, célibataire ; Mohamed Ould M'Barka, ben Larbi, célibataire ; Fatma Arbia bent Larbi, mariée selon la loi musulmane à Mohamed Bel Kébir, vers 1905, au dit lieu. Tous héritiers de Larbi ben Saïd, susnommé ; Fatma bent Mohamed Chaoui veuve de Taïeb ben Taïeb, décédé au douar El Kratt, vers 1912, mariée en secondes nocces, selon la loi musulmane, à Saïd Bel Hadj Rahdi, vers 1916 ; Tamou bent Taïeb, célibataire ; Djilani ben Ghali susnommé ; ces derniers héritiers de Taïeb ben Taïeb susnommé, tous demeurant tribu des Moktar, fraction Lachache, douar El Kratt, ledit Hadj Rahdi ben Saïd faisant élection de domicile chez M^e Tauchon, avocat à Rabat, a

demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaire indivis dans des proportions diverses d'une propriété dénommée « Bled el Kraïma », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Kraïma », consistant en terrain de cultures, située contrôle civil de Mechra bel Ksiri, tribu des Moktar, fraction des Lachache, sur la rive gauche de l'oued Sebou, à 35 km. de Mechra bel Ksiri, sur la piste de Sidi Allal Tazi à Mechra bel Ksiri.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Sebou ; à l'est, par Bouazza Ould Cheikh ben Aïssa, et par Ben Aïssa Ould Hadda, tous deux demeurant sur les lieux, douar Oulad Seghir ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé) ; à l'ouest, par Ali ben M'Hamed, demeurant sur les lieux, douar El Mouagré.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est co-proprétaire en vertu, savoir : 1° Hadj Rahdi ben Saïd, suivant moukka en date du 5 chaoual 1329 (29 septembre 1911), homologué, établissant ses droits sur la dite propriété ; les autres, pour en avoir recueilli leurs parts indivises dans les successions de Taïeb ben Taïeb et Larbi ben Saïd, ainsi que le constatent deux actes de filiation en date des 16 chaabane 1332 (25 juin 1913) et 16 chaoual 1336 (25 juillet 1913), homologués.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,

R. CUSY.

Réquisition n° 2933 R.

Suivant réquisition en date du 30 octobre 1924, déposée à la Conservation le 10 décembre de la même année, M. Cartagirone, Antonio, sujet italien, restaurateur, marié à dame Carmela, Trabucco, Valenza, le 19 février 1920, à Rabat, sans contrat, demeurant et domicilié à Kénitra, rue de Fès, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine Floris Arcadia », consistant en terrain avec constructions et puits, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Oulad Slama, fraction des Bouchtine, au km. 3 de la route de Kénitra à Fès.

Cette propriété, occupant une superficie de 41.000 mètres carrés, est limitée : au nord, par la Compagnie des chemins de fer du Maroc (voie normale) ; à l'est, par Sid Mohamed ben Bouhker El-Bouzaoui, demeurant sur les lieux ; au sud, par la route de Kénitra à Fès ; à l'ouest, par Zahra Bouchtine, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 17 kaada 1342 (20 juin 1924), homologué, aux termes duquel Bouselham ben Abdeslem Er-Rezzougui lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,

R. CUSY.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Villa Rosette », réquisition 1418^r, sise à Rabat, quartier de l'Océan, rue de Naples n° 19, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 29 mai 1923, n° 553.

Suivant réquisition rectificative en date du 16 décembre 1924, M. Pelletier de Borde, Gaston, Marie, rédacteur à la direction générale des finances, à Rabat, marié à dame Winckler, Andrée, à Bougemont-le-Château (territoire de Belfort), le 5 mars 1918, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Henriot, notaire à Belfort, le 4 mars 1918, demeurant à Rabat, impasse Amieux, a demandé que la procédure d'immatriculation de la propriété susvisée soit désormais poursuivie en son nom, en vertu de l'acquisition qu'il en a faite à M. Degregorio, requérant primitif, suivant acte sous seings privés en date à Rabat du 13 novembre 1924 et déclaration de command acceptée en date à Rabat du même jour.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,

R. CUSY.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

ERRATUM

à l'avis de réouverture des délais d'opposition concernant la propriété dite « Floria I et Floria II », réquisition 4170^e et publié au « Bulletin Officiel » n° 634 du 16 décembre 1924.

L'avis de réouverture des délais d'opposition concernant la propriété susvisée a été publié par erreur, les parties ayant requis le retrait de leur demande.

En conséquence, l'avis publié au *Bulletin Officiel* n° 634, du 16 décembre 1924, est annulé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7080 C.

Suivant réquisition en date du 26 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Aillaud Pelage, Adolphe, marié à dame Gassend, le 27 novembre 1893, à Digne, sous le régime dotal, suivant contrat passé devant M^e Arnaud, notaire à Digne, le 21 novembre 1893, demeurant et domicilié à Ain Seba Beaulieu, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété constituée par les lots 116 et 117 du lotissement Carl Ficke à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Parc de Beaulieu », consistant en terrain avec plantations et deux maisons, située à Ain Seba à 7 km. 700 de Casablanca, sur la route de Rabat, tribu des Zénatas, contrôle civil de Chaouïa-nord.

Cette propriété, occupant une superficie de 8.438 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Vial, maître-sclier au 1^{er} chasseurs d'Afrique, à Fès ; à l'est, au sud et à l'ouest, par le séquestre Carl Ficke, représenté par le gérant séquestre des biens austro-allemands à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux procès-verbaux dressés par le liquidateur des biens de la firme allemande Carl Ficke, le 28 juillet 1924, constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7081 C.

Suivant réquisition en date du 26 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Di Vittorio Agostino, de nationalité italienne, marié sans contrat à dame Ignazia, Thérèse, le 30 avril 1891, à Termini-Imerze (Italie), demeurant à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 39, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, chez M^e de Saboulin, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Di Vittorio II », consistant en terrain et constructions à usage d'habitations, située à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 39 et suivants.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.000 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard d'Anfa ; à l'est, par MM. Nahon et Benkiran, à Casablanca, avenue du Général-Drude, ancien immeuble du Crédit Foncier ; au sud, par le boulevard du Maréchal-Foch ; à l'ouest, par M. Giraud, à Casablanca, 49, boulevard d'Anfa, colon, à Ard el Mouja, route de Boucheron.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 moharrem 1326 (17 février 1908), aux termes duquel Sidi Mohamed Sidi Ahmed ben Djilali et Si Ahmed ben Mohamed ben Abdeslam lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7082 C.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si Mohamed ben Abdelkader Bel Hadj Amor ben Djilali et Fakri el Harizi, représenté par son père Abdelkader Bel Hadj Amor, demeurant et domicilié au douar Fokra, frac-

tion Habbacha, tribu des Oulad Harriz, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Houit », consistant en jardin, située à 8 km. au nord de Ber Rechid, sur la piste de Souk el Khémis, douar Fokra, tribu des Oulad Harriz, contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord, par Abdelkader bel Hadj Amor surnommé ; à l'est, par les Oulad Si Amor ben Mohamed, représentés par Mohamed ben Amor el Fokri ; au sud, par la piste de Ber Rechid à Souk el Khémis et au delà ; par Mohamed ben Mohamed ben Djilali ; à l'ouest, par Ould Cheikh ; tous demeurant au douar El Fokra, fraction Habbacha, tribu des Oulad Harriz.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 23 rebia II 1340 (24 décembre 1921), aux termes duquel son père Abdelkader ben Si el Hadj Amor el Harizi lui a fait donation de la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7086 C.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Bouazza Elmezemzi Elaroussi Elbejaji, cheikh des Oulad Arouss, marié selon la loi musulmane, en 1898, à dame Aïcha bent Elhaj Mohamed, à Settlat, demeurant et domicilié à Settlat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Radba », consistant en terrain de culture, située à hauteur du km. 2 de la route de Settlat à Marrakech, près de la route, tribu des Mzamza, contrôle civil de Chaouïa-sud.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Elbejaj ben Elkhenati au douar Khaïnes, fraction des Oulad Arouss, tribu des Mzamza ; à l'est, par Mohamed ben Bouchaïb Eljeddouri, au douar des Ieddour, fraction des Oulad Arouss, précitée ; au sud, par Mohamed ben Azouz, à Aïn Ali Moumen, même fraction ; à l'ouest, par Mohammed ben Elarbi Eljeddouri, à Settlat, près de l'immeuble du contrôle.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 22 hija 1328 (25 décembre 1910), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7087 C.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Amor ben Mohammed Elmezemzi Elaroussi Elbejaji, marié selon la loi musulmane à dame Znieh bent Bouchaïb, en 1901, demeurant et domicilié à Settlat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Fedlane Mohammed et Elhait », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedlane Amor », consistant en terrain de culture, située à Souk el Khémis des Mzamza, à 5 km. de Settlat, près de la route des Oulad Saïd, tribu des Mzamza, contrôle civil de Chaouïa-sud.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Bouchaïb Lanani, du douar des Ananat, fraction Merazig, tribu Mzamza ; à l'est, par Qassem ben Khelifa, à Souk el Khémis des Mzamza ; au sud, par Qassem précité et la piste des Ananat au Souk el Khémis ; à l'ouest, par Mohamed Ould Bennaceur au douar des Ananat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 17 chaabane 1742 (24 mars 1924), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7088 C.

Suivant réquisition en date du 28 mars 1924, déposée à la Conservation le 27 novembre 1924, M. Assor Simon, fils de Maklouf et de Rachel, marié *moré judaïque*, à dame Simha de Abraham Amar, à Rabat, le 4 janvier 1916, demeurant à Settlat, place de France, bou-

lique n° 90, et domicilié à Casablanca, boulevard de la Gare, n° 63, chez M^e Lycurgue, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Assor », consistant en terrain et construction, située à Settlat.

Cette propriété, occupant une superficie de 102 mq. 25, est limitée : au nord, par une impasse publique ; à l'est, par M. Addy Lankri, à Casablanca, route de Médiouna ; au sud, par une rue publique ; à l'ouest, par une rue publique.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Settlat du 30 décembre 1922, aux termes duquel Si Mohamed Djibilo, agissant pour le compte de Si Mohamed ben M'Hamed Tazi, lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7089 C.

Suivant réquisition en date du 26 novembre 1924, déposée à la Conservation le 27 du même mois, M. Di Vittorio Agostino, sujet italien, marié sans contrat à dame Ignazia Teresi, le 30 avril 1891, à Termini Imerze (Italie), demeurant à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 39, et domicilié à Casablanca, rue Nationale, n° 3, chez M. Taieb, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Di Vittorio III », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Roches-Noires.

Cette propriété, occupant une superficie de 21.500 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard Front-de-Mer ; à l'est, par une rue de 11 mètres indivise entre M. Di Vittorio et MM. Lendrat et Dehors ; au sud, par le boulevard Saint-Aulaire ; à l'ouest, par le Comptoir du Sebou, représenté par son directeur M. Anfossi, au domaine du Menzeh à Sidi Yahia des Zaërs, Témara, par Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 28 ramadan 1331 (30 septembre 1913), aux termes duquel il s'est rendu acquéreur de la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7090 C.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Bouchaïb ben Guelab Zenati, marié selon la loi musulmane à dame Zerouala bent Si el Kebir, en 1910, demeurant aux Oulad Hajala, Cheikh Thami ben Brahim, tribu des Zénatas, et domicilié à Casablanca, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Guessia et Dafa », consistant en terrain de culture, située près de la Briqueterie des Zénatas, à côté de la Cascade, fraction des Oulad Hajalah, tribu des Zénatas, contrôle civil de Chaouïa-nord.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares et se composant de 3 parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par les héritiers Saouda, représentés par El Alami ben Lahcen, aux Oulad Hajala ; à l'est, par M. Frager, à Paris, 14, rue Alfred-de-Vigny, et par les Oulad Lahmar, représentés par Ahmed ben Mohamed, fraction Oulad Yoto Cheikh Thami précité ; au sud et à l'ouest, par M. Frager, surnommé.

Deuxième parcelle. — Au nord, par les héritiers Ben Saïd, représentés par Esseghir ben Saïd aux Oulad Hajala ; à l'est et à l'ouest, par M. Frager, surnommé ; au sud, par les héritiers Saouda, précités.

Troisième parcelle. — Au nord, par le Cheikh Thami ben Brahim et les héritiers Saouda précités ; à l'est, par les héritiers Ben Saïd ; au sud, par Esseghir ben Saïd, surnommé ; à l'ouest, par Ali ben Moussa, aux Oulad Hajala, précités.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 17 safar 1343 (17 septembre 1924), aux termes duquel Seghairi ben Siad Ezzenati el Meljoubi lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7091 C.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si Bouchaïb ben el Hadj el Kadmiri el Azizi, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha ben Ahmed, vers 1885, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son frère Amor ben el Hadj el Kadmiri el Azizi, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Dahbi, vers 1883, tous deux demeurant et domiciliés aux Oulad Ziane, fraction des Kdamras, a demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaire indivis dans la proportion de 5/8 à Amor et 3/8 à Bouchaïb d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Boubker », consistant en terrain de culture, située près de la propriété dite « Bled Kedamra », req. 6311 C., douar et fraction Kedamra, tribu des Oulad Ziane, contrôle civil de Chaouïanord.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par M. Black Hawkins, à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 112 ; au sud, par Bouallame ben el Krarsi, au douar Kedamra, précité ; à l'ouest, par Amor Ould el Hadj Amor, au douar Kedamra.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur frère Si Abdelkader ben el Hadj, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 21 safar 1334 (29 décembre 1915).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7092 C.

Suivant réquisition en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Hersent, Jean, ingénieur français, marié à dame Thomas, Marie-Anne, à Paris, le 28 avril 1892, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat en date du 21 avril 1892, reçu par M^e Gaston Bazin, notaire à Paris, 52, rue de Clichy, demeurant à Paris, rue de Londres, 60, et représenté par M. Littardi François, demeurant et domicilié à Fédhala, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Ilot 28 du lotissement de Fédhala », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cité Jacques I », consistant en terrain avec maison d'habitation, située à Fédhala, rue de Verdun.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.124 mq. 47, est limitée : au nord, par la rue de Verdun, appartenant à la Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala ; à l'est, par une rue de 12 m. appartenant à la même Compagnie ; au sud, par M. Hersent Georges, à Paris, rue de Londres, n° 60, représenté par M. Littardi précité ; à l'ouest, par M. Schwob, représenté par le syndic de sa faillite, à Casablanca, et par la propriété dite « Villa Georgette », req. 4397 C.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Fédhala, du 25 mai 1924, aux termes duquel M. Littardi, agissant pour le compte de la Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7093 C.

Suivant réquisition en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Hersent, Georges, ingénieur français, marié à dame Luzarche d'Azaï, Marie, Marthe, le 8 juin 1895, à Paris, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 8 juin 1895, par M^e Raimond, notaire à Paris, demeurant à Paris, 60, rue de Londres, et représenté par M. Littardi, demeurant et domicilié à Fédhala, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Ilot 28 du lotissement de Fédhala », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cité Jacques-II », consistant en terrain avec maison d'habitation, située à Fédhala, près de la rue de Verdun.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.124 mq. 47, est limitée : au nord, par M. Jean Hersent ; à l'est et au sud, par la propriété dite « Lotissement de Fédhala », req. 6027 C. ; à l'ouest, par M. Schwob, représenté à Casablanca par le syndic de sa faillite.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel,

et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Fédhala du 1^{er} juin 1924, aux termes duquel M. Littardi, agissant pour le compte de la Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7094 C.

Suivant réquisition, en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, la Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala, société anonyme dont le siège social est à Paris, rue de Londres, n° 60, représentée par M. Littardi François, demeurant et domicilié à Fédhala, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Tarfat », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : « Hildevert XXVII », consistant en terrain de culture et de parcours, située à Fédhala, à environ 1 km. 500 à l'ouest du pont portugais, tribu des Zénatas.

Cette propriété, occupant une superficie de 36 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohammed el Cheeb du douar Ghezouan (Fédhala) ; à l'est, par les héritiers Bouazza ben Zerouh représentés par Si el Rehali ben Ahmed Fedhali à Fédhala, par Ahmed ben Taïbi el Ghezouani au douar Ghezouan (Fédhala) et par les propriétés dites « Hildevert XXI » et « Hildevert XX », req. 5933 et 5932 C. ; au sud, par Hadj Driss ben Djilali du douar Ghezouan, par la propriété dite « Ain Bousaden » req. 5744 C. et par les propriétés dites « Domaine St. Jean I » et « domaine St. Jean II », req. 5559 et 5560 C. ; à l'ouest, par la propriété dite « Mejacha », req. 5694 C.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'achat, en date à Casablanca, du 25 mai 1912 passé devant le tribunal consulaire d'Allemagne aux termes duquel M. Tonnicus lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7095 C.

Suivant réquisition, en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Gracia, Michel, sujet français, surveillant des travaux municipaux à Rabat, marié sans contrat à dame Rosarie Lopez, le 10 août 1918 à Casablanca, demeurant à Rabat et domicilié à Casablanca, Maarif, rue du Forez, chez M. Gracia François, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Cité Jardin El Maarif lots n° 7 et 8 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Gracia Pierre » consistant en terrain avec constructions à usage d'habitation, située à Casablanca Maarif, rue du Forez, près de la rue du Pelvoux, lotissement de la Cité Jardin du Maarif.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mq., est limitée : au nord, par la rue des Maures ; à l'est, par la propriété dite « Villa Zizette » req. 6246 C. ; au sud, par la rue du Forez ; à l'ouest, par M. Almenar à Casablanca Maarif, rue des Maures et par Mlle Madeleine Albanesi à Casablanca Maarif, rue du Forez.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca, du 15 octobre 1920, aux termes duquel Mme Gautier lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7096 C.

Suivant réquisition, en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si Abderrahman ben Hadj Mekki Cherkaoui, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Tahar en 1900 et à dame Fatma bent Amor vers 1907, demeurant et domicilié à la Zaouïa Sidi El Mir Cherkaoui, fraction des Cherkaoua, tribu des Guedana a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « El Mers et Feddan Dehab », consistant en terrain de culture, située près la gare de l'Oued Bers, fraction des Cherkaoua, à proximité de la req. 4757 C., tribu des Guedana, annexe de contrôle civil des Ouled Saïd.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par la piste de la Zaouïa Sidi El Mir à Oued Bers ; à l'est, par Bouchaïb ben Ali, à la Zaouïa Cherkaoua, tribu des Guedana

et par les héritiers Ahmed ben Maati, représentés par Bouchaïb ben Bouazza au douar Kraïm, fraction des Cherkaoua précitée ; au sud, par les héritiers Hadj Mekki ben Cherki représentés par le requérant ; à l'ouest, par l'oued Bers.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 15 rebia I 1336 (4 mars 1911), aux termes duquel Mansour ben Mohammed ben Mansour el Kadmiri et son frère Mohammed lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7097 C.

Suivant réquisition, en date du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si Abderrahman ben Hadj Mekki Cherkaoui, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Tahar en 1900 et à dame Fatna bent Amor vers 1907, demeurant et domicilié à la Zaouïa Sidi El Mir Cherkaoui, fraction des Cherkaoua, tribu des Guedana a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « El Hofra », consistant en terrain de culture, située à 1 km. à l'ouest de la route de Seltat à Boulouane à 3 km. à l'est de la riq. 4757 C., fraction Cherkaoua, tribu des Guedana, annexe de contrôle des Oulad Saïd.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers de Si Ahmed ben Cherki représentés par Si Bouabid ben Cherki à la Zaouïa de Sidi El Mir Cherkaoui précitée ; à l'est, par les héritiers de Hadj Mekki ben Cherki représentés par le requérant ; au sud, par les héritiers de Si Ahmed ben Larbi, représentés par Zahra bent Ahmed à la Zaouïa de Sidi El Mir Cherkaoui, et par El Mir ben Abbès au douar Kraïm, fraction Cherkaoua précitée ; à l'ouest, par les héritiers Megharat représentés par Salah ben Cherki au douar Khefancha, fraction des Beni M'Hammed, tribu des Guedana.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de fin ramadan 1324 (17 novembre 1906), aux termes duquel Mohamed ben Amor, son frère germain Ahmed et leurs sœurs Fathma et Rekia lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7098 C.

Suivant réquisition en date du 27 novembre 1924, déposée à la Conservation le 29 du même mois, El Maalem Mohamed ben Embarek Eddoukali, marié selon la loi musulmane, en 1914, à dame Braïka bent Abdallah, demeurant et domicilié au lieu dit « El Koudia el Karaa », fraction des Oulad Attou, tribu Moulain el Hofra, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Koudia el Karaa », consistant en terrain de culture, située au lieu dit « El Koudia el Karaa », fraction des Oulad Attou, tribu Moulain el Hofra, annexe de contrôle des Oulad Saïd.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par El Maati el Aradj du douar El Maati el Aradj, fraction des Oulad Attou, tribu des Moulain el Hofra ; au sud, par la piste allant à Souk el Arba.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 safar 1340 (7 octobre 1921), aux termes duquel Abbès Bel Hadj Mohamed Bel Hocine et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7099 C.

Suivant réquisition du 28 novembre 1924, déposée à la Conservation, le 29 du même mois, M. Rigoulot Edmond, Frédéric, marié sans contrat à dame Fanny Zuber, le 16 août 1919, à Elupes, demeurant et domicilié à la ferme de Bellevue, Aviation, quartier de l'Oasis, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Bled Soukoum II », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ferme de Bellevue Aviation », consistant en ter-

rain de culture, située à gauche sur la piste des Oulad Saïd à 1 km. de l'Oasis au sud de la ferme « Ruiz et Haraoui », riq. 5050 C., tribu de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares 33 ares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Ferme Ruiz et Haraoui », riq. 5050 C. ; à l'est, par Djitali Cherradi, sur les lieux, fraction Oulad Haddou, tribu de Médiouna ; au sud et à l'ouest, par la piste des Oulad Saïd.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication en date du 12 mars 1923, aux termes duquel il s'est rendu acquéreur de la dite propriété mise en vente par le service des domaines au nom de l'Etat chérifien (domaine privé).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7100 C.

Suivant réquisition en date du 10 novembre 1924, déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1924, M. Cogolucnes, Pierre, Louis, Alfred, de nationalité française, marié sans contrat à dame Delobean, Marcelle, Léa, Andrée, le 26 juin 1922, à Casablanca, demeurant et domicilié à Casablanca, 28, rue Jacques-Cartier, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terrain Colette », consistant en terrain de culture, située à Aïn Seba-Beaulieu.

Cette propriété, occupant une superficie de 43.040 mq. et se composant de deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord et à l'est, par une rue du lotissement du séquestre Carl Ficke, représenté par le gérant séquestre des biens austro-allemands à Casablanca ; au sud, par M. Goldini, à Aïn-Seba ; à l'ouest, par une rue du lotissement précité.

Deuxième parcelle. — Au nord, par M. Pozzi, à Aïn-Seba ; à l'est, par une rue du lotissement Carl Ficke ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé) ; à l'ouest, par la Société G. H. Fernan, à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'allemand Carl Ficke, en date du 30 juillet 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7101 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Bouchaïb Bel Hadj el Mediouni el Haddaoui, marié selon la loi musulmane à dame Hadja Rekia bent Mohammed, vers 1900, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Hammam Djeïdid, n° 5, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dayet Essemar », consistant en terrain de culture, située à hauteur du km. 11 de la route de Casablanca à Médiouna, tribu de Médiouna, contrôle civil de Chaouïa-nord.

Cette propriété, occupant une superficie de 16 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed Ould el Haddaoui el Hrizi, au douar Oulad Sidi Ahmed ben Lahssen, fraction des Oulad Haddou, tribu de Médiouna, et par El Hadj ben Chafai, à Casablanca, rue Lalla Taja, n° 9 ; à l'est, par Mohamed ben Chafai el Haddaoui au douar Oulad Sidi Ahmed ben Lahssen, par Hadj Allel ben Bouchaïb Moghazeni, à Casablanca, au consulat d'Espagne et El Hadj Chafai susnommé ; au sud, par la route de Casablanca à Médiouna ; à l'ouest, par Bouchaïb Ould Si Brahim Bel Aissaoui au douar Oulad Si Ahmed ben Lahssen, précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une monikia en date du 13 jourmada 1^{er} 1326 (13 juin 1908), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 7102 C.

Suivant réquisition en date du 20 novembre 1924, déposée à la Conservation le 2 décembre 1924, Si Abderrahman ben Mohamed ben Amar el Mazeni Seltati, marié selon la loi musulmane, en 1920, à

dame Embarka bent Omar et Si el Maati ben el Hadj Abbas el Mezemzi Settati, marié selon la loi musulmane, vers 1922, à dame Zohra bent el Hadj Mohamed ; tous deux agissant tant en leur nom personnel qu'en celui de : 1° Bouchaïb ben Bouazza Elmezemzi Larebi el Khaddari, marié selon la loi musulmane en 1890, à Fatma bent Mohamed ; 2° Driss ben Bouazza Elmezemzi Laribi, marié selon la loi musulmane, en 1901, à Aïcha bent Ahmed ; 3° Mohamed ben Kassem Elmezemzi Laribi, célibataire majeur ; 4° Bouchaïb ben Mohamed ben Djilali el Laribi, marié selon la loi musulmane à dame Rekiya bent Ahmed. Tous demeurant à Settati et domiciliés à Casablanca, boulevard de la Gare, n° 63, chez M. Lycurgue, avocat, ont demandé l'immatriculation en leur nom et au nom de leurs mandants, en qualité de co-proprétaires indivis dans la proportion d'une moitié pour les deux premiers et de l'autre moitié pour les quatre autres, d'une propriété dénommée « Etsoumoum et Blad Ouled Toubib », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Bouchaïb ben Bouazza », consistant en terrain de culture, située à 15 kilomètres à l'ouest de Settati, sur la piste de Settati à Souk el Djemaâ, à 7 km. à l'est de Dar Khalifa Si Rahal ben Hadj Mohamed, tribu des Oulad Arrif, annexe de contrôle des Oulad Saïd.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohamed ben el Caïd Hilali Naami, Cheikh Si Rahal, Caïd el Guerch ; à l'est, par El Hadj Mohamed ben Taïbi el Mezemzi el Marzougui et son frère M'Hamed ; Caïd Si Boubecker, Cheikh Si Bel Abbas et par Si Smain ben Djilali Saïdi el Baouiri bou Azza ben Amor Saïdi el Baouiri et Houmane Saïdi el Baouiri ; Caïd El Guerch, Cheikh Si Rahal ; au sud, par la piste de Souk el Djemaâ à Settati ; à l'ouest, par les Oulad Azouz, représentés par El Arbi el Aboukki ; Caïd El Guerch, Cheikh Si Rahal.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-proprétaires : les deux premiers, pour avoir acquis leurs droits de M. Mas, suivant acte sous sceux privés du 10 octobre 1924 ; les quatre autres, pour avoir acquis leurs droits de Sid el Hadj Mohamed ben el Caïd Sid el Hadj Bouchaïb Essaldi, suivant acte d'adoul du 2 jourmada I 1323 (5 juillet 1905).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7103 C.

Suivant réquisition en date du 2 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Kabbour ben Tahar Rahali, marié selon la loi musulmane, en 1910, à dame Fatma bent el Ghoul, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Mohamed ben Abdellah Harkati, célibataire mineur ; 2° Fatma bent Abdallah Harkati, mariée selon la loi musulmane, en 1922, à Abderrahman Chiadmi ; 3° Aïcha bent Abdallah Harkati, mariée selon la loi musulmane, en 1918, à M'Hamed ben Larbi ; 4° Thami ben Abdelaziz el Messaoudi, marié selon la loi musulmane, en 1905, à dame Fatma bent Eddouli ; 5° Zohra bent Abdelaziz, mariée selon la loi musulmane, en 1896, à Mohamed el Bouazizi ; 6° Fatma bent Abdelaziz, mariée selon la loi musulmane, vers 1900, à Larbi el Messaoudi ; 7° Ali ben Abdelaziz, marié selon la loi musulmane, en 1910, à dame Fatma bent Abdallah ; 8° Haddou bent Mohamed Drihmi, veuve de Lasiri ben Ali, décédé vers 1900 ; 9° Fatma bent Kaddour, mariée selon la loi musulmane, vers 1905, à Mohamed Rahali ; 10° Khedidja bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane, vers 1890, à Abderrahman ben Mohamed ; 11° M'Hamed ben Mohamed ben Madjoub, marié selon la loi musulmane, vers 1898, à Fatma bent Ali ; 12° Maati ben Larbi, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Zahra bent Mohamed ; 13° Abderrahman ben Mohamed ben Mahdjoub, marié selon la loi musulmane, vers 1895, à dame Khedidja bent Ameur ; 14° Embarka bent Ahmed, veuve de Mohamed ben Mahdjoub, décédé vers 1900 ; 15° Bouchaïb ben Ahmed, marié selon la loi musulmane vers 1897, à dame Haddo bent Abdallah ; 16° Ali ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1895, à dame Ghanou bent Ahmed ; 17° Zahra bent Ahmed, veuve de Djilali Ould Maachi, décédé vers 1910 ; tous demeurant au douar Drihmet, fraction Oulad Messaoud, tribu des Oulad Bouaziz, et domiciliés à Casablanca, rue du Marabout, n° 10, chez M° Marzac, avocat, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-proprétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Blad Mohamed ben Mahdjoub », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Drihmi », consistant en terrain de culture, située à proximité du lieu dit « Moul

Alam » et du lieu dit « Sersif », douar Drihmet, fraction des Oulad Messaoud, tribu des Oulad Bouaziz, contrôle civil des Doukkala.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par Ould Hadj Maachi ; à l'est, par les héritiers d'Amor ben Ibrahim, représentés par Abdelkader ben el Mghari Drihmi ; au sud, par les requérants ; à l'ouest, par la piste de Sidi Abderrahmane à Mazagan ; tous les indigènes précités demeurant sur les lieux, au douar Drihmet.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur commun Mohamed ben el Mahjoub Drihmi, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 4 jourmada II 1337 (7 mars 1919).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7104 C.

Suivant réquisition en date du 18 juillet 1924, déposée à la Conservation le 3 décembre 1924, El Hadj Mohamed ben Taieb ben Mira, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Bouchaïb Doukkala Ferlja, vers 1889, demeurant et domicilié au douar Oulad Sidi Hamida, fraction des Fokra, tribu des Chetouka, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar ben Debia », consistant en terrain avec maison d'habitation, située à Azemmour.

Cette propriété, occupant une superficie de 65 mètres carrés, est limitée : au nord, par Bel Fekih à Azemmour ; à l'est, par la rue El Medjaz ; au sud, par Si el Mokhtar bel Korchi, à Azemmour ; à l'ouest, par le maghzen représenté par le chef du service des domaines.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'échange passé devant adoul le 4 jourmada II 1333 (17 avril 1915), aux termes duquel l'amin des domaines d'Azemmour, agissant pour le compte du Maghzen, lui a échangé la dite propriété contre une parcelle de terre sise à Azemmour.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7105 C.

Suivant réquisition en date du 4 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, El Hadj ben Abdallah el Laïchi, marié selon la loi musulmane à dame Anaïa bent Bouazza, en 1875, demeurant et domicilié au douar Oulad Ich Cheikh Tahar ben Belkacem, fraction des Oulad Merah, tribu Menia, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hofra el Miar », consistant en terrain de culture, située au douar Oulad Ich, fraction des Oulad Merah, tribu des Menia, contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la piste allant de Djebouh à Remel Ali ben Ahmed ; à l'est et au sud, par la propriété dite « El Gourirat », réquisition n° 7102 C ; à l'ouest, par la Djemaâ des Mzargas, représentée par M'Hamed Bel Esoukhai, au douar des Mzargas, fraction des Oulad Merah, tribu des Menia.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 15 safar 1303 (21 novembre 1885), aux termes duquel Tounsi ben Ali el Boulhami lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7106 C.

Suivant réquisition en date du 3 décembre 1924, déposée à la Conservation le 4 du même mois, Mohammed ben Abdelkadir ben Hadj Mekki Saïdi el Ghadi, marié selon la loi musulmane, vers 1887, à Fatma bent Si Larbi, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° El Mekki ben Abdelkadir, marié selon la loi musulmane, en 1888, à dame Fatma bent Si Ali ; 2° Bouchaïb ben Abdelkadir, marié selon la loi musulmane, en 1895, à Aïcha bent Si Abdelkader ;

3° Yazza bent Abdelkadir, veuve de M'Hamed ben Aïssa, décédé vers 1907 ; 4° Ghanou bent Bouchaïb ben Ziri el Arbaoui, veuve de Abdelkader ben el Hadj el Mekki, décédé vers 1907 ; tous demeurant au douar Ghadin, fraction Oulad Sliman, tribu des Oulad Abbou et domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, chez M. Wolff, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-propriétaires indivis sans proportions déterminées d'une propriété dénommée « El Haffra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Edhar », consistant en terrain de cultures, située à 18 km. de Settât, près de la piste de Settât à Souk el Djemaa, douar El Ghadin, tribu des Oulad Abbou, annexe des Oulad Saïd, contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Ismaël ben Ismaël, au douar Oulad Azzouz, fraction Oulad Sliman, tribu des Oulad Abbou ; à l'est, par les Oulad Si Bouazza, représentés par Si Mohamed ben Bouazza, au douar Labaour, fraction des Oulad Sliman, précitée ; au sud, par Embarek ben Bouchaïb, au douar Labaour précité et par la propriété dite « Ghaidi III », rég. 4110 C. ; à l'ouest, par la propriété dite « El Haffra », rég. 7107 C.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur El Kabir ben Hadj el Mekki Essaidi el Hadmi el Ghidi, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 10 chaabane 1339 (19 avril 1921).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7107 C.

Suivant réquisition en date du 4 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M'Hamed ben Mohamed Saïdi el Ghaidi, marié selon la loi musulmane à dame Taïka bent Hadj Mohammed, vers 1875, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Mohammed ben Abdelkadir ben Hadj Mekki Saïdi el Ghadi, marié selon la loi musulmane, vers 1887, à Fatma bent Si Larbi ; 2° El Mekki ben Abdelkadir, marié selon la loi musulmane, en 1888, à dame Fatma bent Si Ali ; 3° Bouchaïb ben Abdelkadir, marié selon la loi musulmane, en 1895, à Aïcha bent Si Abdelkader ; 4° Yazza bent Abdelkadir, veuve de M'Hamed ben Aïssa, décédé vers 1907 ; 5° Ghanou bent Bouchaïb ben Ziri el Arbaoui, veuve de Abdelkadir ben el Hadj el Mekki, décédé vers 1907. Tous demeurant au douar Ghadin, fraction Oulad Sliman, tribu des Oulad Abbou et domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, chez M. Wolff, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-propriétaires indivis, à raison de moitié pour M'Hamed ben Mohammed et moitié pour les cinq autres, d'une propriété dénommée « Bled Ould Mhi cher », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Haffra », consistant en terrain de culture, située à 18 km. de Settât, près de la piste allant de Settât à Souk el Djemaa, douar Ghadin, fraction Oulad Slimane, tribu des Oulad Abbou, contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Ghaidi III », rég. 4110 C. ; à l'est, par la propriété dite « Feddan Edhar », rég. 7106 C. ; au sud, par les héritiers Oulad Saïd el Ghaidi, représentés par M'Hammed ben Mohammed, requérant, et par El Hadj Ahmed ould el Hadj el Guerouaoui, au douar Hamrouda, fraction Oulad Sliman, tribu Oulad Abbou ; à l'ouest, par les héritiers Oulad el Hercha, représentés par Abdeslam ould el Archia, au douar Oulad Naceur, fraction Oulad Sliman, tribu des Oulad Abbou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires en vertu : 1° lui-même pour avoir acquis ses droits en co-propriété avec El Kabir ben Hadj el Mekki, suivant acte d'adoul en date du 23 regeb 1322 (3 octobre 1904), les cinq autres, pour avoir recueilli leurs droits dans la succession de leur auteur commun El Kabir ben Hadj el Mekki, précité, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 10 chaabane 1339 (19 avril 1921).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7108 C.

Suivant réquisition en date du 3 décembre 1924, déposée à la Conservation le 4 du même mois, M'Hamed ben Mohamed Saïdi el Ghaidi, marié selon la loi musulmane à dame Taïka bent Hadj Mohammed, vers 1875, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Mohammed ben Abdelkadir ben Hadj Mekki Saïdi el Ghadi, marié selon la loi musulmane, vers 1887, à Fatma bent Si Larbi ; 2° El Mekki ben Abdelkadir, marié selon la loi musulmane, en 1888, à dame Fatma bent Si Ali ; 3° Bouchaïb ben Abdelkadir, marié selon la loi musulmane, en 1895, à Aïcha bent Si Abdelkader ; 4° Yazza bent Abdelkadir, veuve de M'Hamed ben Aïssa, décédé vers 1907 ; 5° Ghanou bent Bouchaïb ben Ziri el Arbaoui, veuve de Abdelkadir ben el Hadj el Mekki, décédé vers 1907. Tous demeurant au douar Ghadin, fraction Oulad Sliman, tribu des Oulad Abbou et domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, chez M. Wolff, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-propriétaires indivis, à raison de moitié pour M'Hamed ben Mohammed et moitié pour les cinq autres, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Karia », consistant en terrain de culture, située à 18 km. de Settât, sur la piste de Settât à Souk el Djemaa, douar El Ghaidin, tribu des Oulad Abbou, contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Souk el Djemaa à Settât ; à l'est, par Saïd ben el Hadj et Ismaël ben Ali, tous deux au douar Labaour, fraction Oulad Sliman, tribu des Oulad Abbou ; au sud, par Ismaël ben Djilali et Mohamed ben Bouazza, du douar Labaour ; à l'ouest, par la piste de la Kasbah Ali ben Ahmed à Souk el Arbaa.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires ; lui-même, pour avoir acquis ses droits en co-propriété avec El Kabir ben Hadj el Mekki suivant acte d'adoul du 1^{er} hija 1318 (22 mars 1901), les cinq autres pour avoir recueilli leurs droits dans la succession de leur auteur commun El Kabir ben Hadj el Mekki précité, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 10 chaabane 1339 (19 avril 1921).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7109 C.

Suivant réquisition en date du 3 décembre 1924, déposée à la Conservation le 4 du même mois, M'Hamed ben Mohamed Saïdi el Ghaidi, marié selon la loi musulmane, vers 1875, à dame Taïka bent Hadj Mohammed, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Saïd ben Ameer, veuf non remarié de dame Halima bent el Hadj Yassef, décédée vers 1904 ; 2° M'Barek ben Ameer, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à dame Yazza bent Bouazza ; 3° El Baïcha bent Ameer, mariée selon la loi musulmane, vers 1900, à Ali ben el Maalem ; 4° Fatma bent Ameer, mariée selon la loi musulmane, vers 1904, à Djilali ben Abdallah ; 5° Hadhoum bent Si Bououar, veuve de Hossine ben Ali, décédée vers 1900 ; 6° Aïcha bent Si Bououar, veuve de Si Bouazza Doukkali, décédée vers 1904 ; 7° Fatima bent Larbi ben Ahmed, veuve de Kaddour ben Mohamed, décédée vers 1907 ; tous demeurant au douar Ghaidin, fraction Oulad Sliman, tribu Oulad Abbou et domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Drude, chez M. Wolff, architecte, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-propriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Mohamed ben el Mamoun », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Grar », consistant en terrain de culture, située à 18 km. de Settât, près de la piste de Settât à Souk el Djemaa, tribu des Oulad Abbou (Oulad Saïd), contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohammed ben Yassef, par les héritiers de Ameer ben Azzouz, représentés par Kerroum ben Ameer et par les héritiers des Oulad el Hadj Ali, représentés par Mati Oulhadj Ali, tous au douar Oulad Azzouz, fraction Oulad Sliman, précitée ; à l'est, par la piste de la Kasbah des Oulad Saïd à la Kasbah de Ali ben Ahmed ; au sud, par les héritiers de Ould el Harchia, représentés par Abdeslam Ould el Harchia, au douar Oulad Naceur, fraction Oulad Sliman, précitée ; à l'ouest, par les héritiers de Hadj Kaddour, représentés par Abdelhadj ben Hadj Kaddour, au douar Kouacem, fraction Oulad Sliman précitée, par les héritiers de Larbi ben Labouki, représentés par Si Ameer ben Larbi, par les héritiers des

Oulad el Hachemi, représentés par Si Tahar ben Mohamed, ces derniers au douar Oulad Azzouz, précité, et par Sliman Ould el Hamra, au douar Kouacem précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Saïd ben Mohammed Essaidi el Ghaidi, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 25 ramadan 1320 (26 décembre 1902).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 7110 C.

Suivant réquisition en date du 3 décembre 1924, déposée à la Conservation le 4 du même mois, M'Hamed ben Mohamed Saïdi el Ghaidi, marié selon la loi musulmane, vers 1875, à dame Taïka bent Hadj Mohammed, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de 1° Saïd ben Ameer, veuf non remarié de dame Halima bent el Hadj Yassef, décédée vers 1904 ; 2° M'Barck ben Ameer, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à dame Yazza bent Bouazza ; 3° El Bacha bent Ameer, mariée selon la loi musulmane, vers 1900, à Ali ben el Maalem ; 4° Fatma bent Ameer, mariée selon la loi musulmane, vers 1904, à Djilali ben Abdallah ; 5° Hadhoum bent Si Bounouar, veuve de Hossine ben Ali, décédée vers 1900 ; 6° Aïcha bent Si Bounouar, veuve de Si Bouazza Doukkali, décédée vers 1904 ; 7° Fatima bent Larbi ben Ahmed, veuve de Kaddour ben Mohamed, décédée vers 1907 ; tous demeurant au douar Ghaidin, fraction Oulad Sliman, tribu Oulad Abbou et domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Druide, chez M. Wolff, architecte, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-propriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Mers Larous », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Kouidiat ould el Khadia », consistant en terrain de culture, située à 18 km. de Settât sur la piste de Settât à Souk el Djemâa douar Ghadin, tribu des Ouled Abbou, contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Souk el Djemâa à Settât ; à l'est, par la propriété dite « Ghadi II » rég. 4109 C. ; au sud, par Hadj Kaddour au douar Kouacem, fraction des Ouled Sliman, tribu des Ouled Abbou ; à l'ouest, par Lachemi ben Saïd, du douar Kouacem.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Saïd ben Mohammed Essaidi el Ghaidi, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 25 ramadan 1320 (26 décembre 1902).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca
ROLLAND

Réquisition n° 7111 C.

Suivant réquisition en date du 3 décembre 1924, déposée à la Conservation le 4 du même mois, M'Hamed ben Mohamed Saïdi el Ghaidi, marié selon la loi musulmane, vers 1875, à dame Taïka bent Hadj Mohammed, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de 1° Saïd ben Ameer, veuf non remarié de dame Halima bent el Hadj Yassef, décédée vers 1904 ; 2° M'Barck ben Ameer, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à dame Yazza bent Bouazza ; 3° El Bacha bent Ameer, mariée selon la loi musulmane, vers 1900, à Ali ben el Maalem ; 4° Fatma bent Ameer, mariée selon la loi musulmane, vers 1904, à Djilali ben Abdallah ; 5° Hadhoum bent Si Bounouar, veuve de Hossine ben Ali, décédée vers 1900 ; 6° Aïcha bent Si Bounouar, veuve de Si Bouazza Doukkali, décédée vers 1904 ; 7° Fatima bent Larbi ben Ahmed, veuve de Kaddour ben Mohamed, décédée vers 1907 ; tous demeurant au douar Ghaidin, fraction Oulad Sliman, tribu Oulad Abbou et domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Druide, chez M. Wolff, architecte, a demandé l'immatriculation en leur qualité de co-propriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « El Handour, Boutouil et Djensan », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Boutouil », consistant en terrain de culture, située à 18 km. de Settât, sur la piste de Settât à Souk el Djemâa, tribu des Ouled Abbou (O. Saïd), contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limi-

tée : au nord, par les propriétés dites « Feddan Edhar », rég. 7107 C. et « El Hafra », rég. 7108 C. ; à l'est, par la piste de la Casba des Oulad Saïd à la Casba d'Ali ben Ahmed ; au sud, par la piste de Souk Djemâa à Settât ; à l'ouest, par Larbi ben Ali au douar Kouacem, fraction Oulad Sliman, tribu des Ouled Abbou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que lui et ses mandants en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Saïd ben Mohammed Essaidi el Ghaidi, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 25 ramadan 1320 (26 décembre 1902).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Takialat », réquisition 5632, sise Chaouïa-centre, Ouled Harriz, douar Joualla, route de Casablanca à Mazagan, kilomètre 35, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 6 mars 1923, n° 541.

Suivant réquisition rectificative en date du 1^{er} octobre 1924, le cheikh Bouchaïb ben cheikh Bouchaïb el Harizi et Talaouti el Djallouli, marié selon la loi musulmane à dame Taja bent Sidi Mohamed ben Harmadi, demeurant douar Joualla, fraction des Talaout, tribu des Ouled Harriz, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite : « Takialat », réquisition n° 5632 C., soit poursuivie désormais tant au nom des requérants primitifs, à l'exception de Mira bent Si Kaddour, qu'au nom des héritiers de cette dernière, décédée, laissant pour recueillir sa part :

- 1° Si Abdelkader ben Mohamed ben Hammadi ;
- 2° Ahmed ben Mohammed ben Hammadi.

Ces deux derniers corequérants déjà mentionnés au nombre des corequérants primitifs.

3° Taja bent Si Mohammed ben Hammadi, mariée selon la loi musulmane à cheikh Bouchaïb ben cheikh Bouchaïb surnommé vers 1902, demeurant au douar Joualla chez son époux précité, ainsi que cela résulte d'un acte de notoriété, en date du 9 safar 1343 (9 septembre 1924), homologué, déposé à la Conservation le 1^{er} octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA.

Réquisition n° 1201 O.

Suivant réquisition, en date du 9 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si el Mekki ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi khalifa du caïd de la tribu de Taghedjirt, marié vers 1916 et 1918 selon la loi coranique, agissant en son nom et en celui de ses frères mineurs 1° El Yamani ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi et 2° Omar ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi, suivant procuration régulière qui lui a été donnée par le caïd Mohamed ben Ahmed el Yacoubi tuteur des dits mineurs, tous demeurant et domiciliés au douar Tizi, tribu de Taghedjirt a demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis dans la proportion d'un tiers pour chacun d'eux d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Boukollo », consistant en terres de culture plantées d'arbres fruitiers, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghedjirt, douar Tizi, à 3 km. environ à l'ouest de de Martimprey-du-Kiss et à 200 mètres environ de la route de ce centre à Berkane près du pont de l'oued Aghbal.

Cette propriété, occupant une superficie de un hectare environ, est limitée : au nord, par Mokaddem Amar ben el Hadj el Bachir, sur les lieux ; à l'est, par Menouar Ben Menou, sur les lieux ; à l'ouest, par Rekia bent Mohamed ben Abdallah, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 2 jourada I 1340 (1^{er} janvier 1922), n° 236, homologué, aux termes duquel Aïcha bent Mohamed ben Rabah Esseghir et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
BOUVIER.

Réquisition n° 1202 O.

Suivant réquisition en date du 9 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si el Mekki ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi, khalifa du caïd de la tribu de Taghedjirt, marié vers 1916 et 1918 selon la loi coranique, agissant en son nom et en celui de ses frères mineurs : 1° El Yamani ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi et 2° Omar ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi et au nom de Mohamed ben Si Larbi ben el Hadj el Bouhmidji, mineur, suivant procuration régulière qui lui a été donnée par le caïd Mohamed ben Ahmed el Yacoubi et par Larbi ben el Hadj el Bouhmidji, tuteurs des dits mineurs, tous demeurant et domiciliés au douar Tizi, tribu de Taghedjirt, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de moitié pour les trois premiers et de l'autre moitié pour le dernier, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Emzoughen », consistant en terres de culture avec constructions, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu de Taghedjirt, douar Tizi, de part et d'autre de la route de colonisation, à 2 k. 500 environ à l'ouest de Martimprey-du-Kiss et à 100 mètres environ de la route de ce centre à Berkane.

Cette propriété, occupant une superficie de 28 hectares environ, est composée de deux parcelles et limitée :

Première parcelle : au nord, par El Mofkok ben el Moktar, sur les lieux ; à l'est, par 1° El Bachir ben Boumediel, douar Ouled el Bali ; 2° Mohamed ben Bouazza Boutchicha, douar Tagharrabet ; au sud, par la route de colonisation ; à l'ouest, par Taieb ben el Hadj el Bouhmidji, sur les lieux.

Deuxième parcelle : au nord, par la route de colonisation ; à l'est, par 1° Abdelkader ben Mahamed, douar Ouled el Bali ; 2° la propriété dite « Sainte Angèle II », rég. 1133°, appartenant à M. Pelletier Justin, à Martimprey ; au sud, par Si Larbi ben el Hadj el Bouhmidji, caïd à Taforalt ; à l'ouest, par Ahmed Derouich, sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 19 rebia II 1339 (31 décembre 1920), n° 88, homologué, aux termes duquel Mohamed ben el Mahroug et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
BOUVIER.

Réquisition n° 1203 O.

Suivant réquisition, en date du 9 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, Si el Mekki ben Mohamed ben Ahmed el Yacoubi, agissant suivant procuration régulière, au nom de Si Larbi ben el Hadj el Bouhmidji caïd de Taforalt, marié vers 1915 selon la loi coranique demeurant et domicilié à Taforalt, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « El Guendoula », consistant en terre de culture, située contrôle civil des Beni-Snassen, tribu de Taghedjirt, douar Tizi, à 3 km. environ à l'ouest de Martimprey-du-Kiss, près du pont de l'oued Aghbal sur la route de ce centre à Berkane.

Cette propriété, occupant une superficie de un hectare trente neuf ares environ, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété dite « Sainte Angèle II », rég. 1133 O. appartenant à M. Pelletier Justin à Martimprey-du-Kiss ; au sud, par la route de Martimprey-du-Kiss à Berkane ; à l'ouest, par Ahmed ben Amar ben Harag sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 17 rebia II 1341 (7 décembre 1922), n° 453, homologué, aux termes duquel Ahmed ben Ahmed ben Brahim et consorts ont vendu à Si El Mekki ben el Fekih (Si Mohamed ben Ahmed el Yacoubi agissant pour le compte de Si Larbi ben el Hadj el Bouhmidji, ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
BOUVIER.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**ADDENDUM**

À l'extrait de réquisition concernant la propriété dite : « Achkadior Socoma », réquisition n° 398^m, sise à Marrakech-banlieue, à 4 kilomètres du Gueliz, à proximité de la route de Mogador, publié au « Bulletin Officiel » du 9 décembre 1924, n° 633.

Après les mots : « ...à l'exception du 4° jeudi », ajouter : « C'est-

à-dire que les trois premiers jeudis, le domaine Achkadior Socoma a droit à une demi-ferdia chaque jeudi et le 4° jeudi à une ferdia « moins un quart ».

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.
GUILHAUMAUD.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Immeuble n° 294 Etat », réquisition 347^m, sise à Safi, n°s 32, 34, rue Jean Lassalas, dont l'extrait de réquisition a été publié au « Bulletin Officiel » du 2 septembre 1924, n° 619.

Suivant réquisition rectificative en date à Safi du 25 novembre 1924, M. Piper, Joseph, gérant de l'agence de la Compagnie Marocaine à Safi, suivant pouvoirs en date à Paris du 10 octobre 1923, a demandé que l'immatriculation de la propriété susvisée soit poursuivie, sous le nom de : « Compagnie Marocaine », au nom de la Compagnie Marocaine, société anonyme dont le siège est à Paris, 60, rue Taïbout, constituée suivant acte sous seings privés en date à Paris du 30 mai 1902 et délibérations des assemblées générales des actionnaires des 16 et 24 juin 1902 et 18 décembre 1903, déposés au rang des minutes de M^e Moyne, notaire à Paris, le 1^{er} juillet 1902 et le 9 janvier 1904 ; modifiés suivant délibérations des assemblées générales des actionnaires des 20 avril et 23 mai 1912, déposées les 3 mai et 5 juin 1912, faisant la dite société élection de domicile en son agence de Safi, en vertu d'un acte sous seings privés en date à Rabat des 24 novembre et 4 décembre 1924, aux termes duquel le domaine privé de l'Etat chérifien, requérant primitif, représenté par M. le Chef du Service des Domaines, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS**Réquisition n° 431 K.**

Extrait publié en exécution de l'article 4 du dahir du 24 mai 1922.

Suivant réquisition, en date du 4 décembre 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Lacoste, Xavier, colon, marié à dame Cheffri Maria, sans contrat, à Rabat, demeurant et domicilié à Meknès banlieue, Ain Toto, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Aït Boubidman I », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Marcelle Georgette », consistant en terrains de labours, avec construction, située tribu des Beni M'Tir, fraction des Aït Boubidman, à 15 km. de Meknès, sur la route de Meknès à Fès.

Cette propriété, occupant une superficie de 391 hectares, est limitée : au nord, par la route de Meknès à Fès ; à l'est, par l'oued Bou Guenaou ; au sud, par M. Lacourtablaise, colon, au lot n° 2 des Aït Boubidman ; à l'ouest, par le chemin des M'Jat et au delà la tribu des M'Jat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 23 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer sans l'autorisation des domaines, le tout sous peine de déchéance ; et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente du 7 décembre 1921, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscription à la présente réquisition, expireront dans un délai de 4 mois à compter du jour de la publication au présent Bulletin Officiel.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 432 K.

Suivant réquisition, en date du 4 décembre 1924, déposée à la Conservation le 5 décembre 1924, M. Jourdan, Ferdinand, Charles, négociant, veuf de dame Louise Bouys, décédée à Fès, le 10 novembre 1918, demeurant et domicilié à Fès, rue Kasbah Boujeloud, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Kasbah Boujeloud », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Kasbah », consistant en bâtiments avec écuries, située à Fès, rue Kasbah Boujeloud, n°s 151, 153, 155.

Cette propriété, occupant une superficie de 600 mq. en deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Abdelmalek bel Kiat, rue Chera-biline, à Fès ; à l'est, par une impasse non dénommée ; au sud, par la rue Jourdan ; à l'ouest, par les domaines.

Deuxième parcelle : au nord, par la rue Jourdan ; à l'est, par la rue Kasbah Boujeloud, le Chérif Moulay Mohamed Seghroucheri, demeurant à Fès, Kasbah Boujeloud. Lala Fatma bel Fario, demeurant au même lieu, et par Si Mohamed ben Bouchta Bagdadi, pacha de Fès ; au sud, par les domaines ; à l'ouest, par le chemin du

collège musulman.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul homologués, en date respectivement des 24 rebia II 1343 (22 novembre 1924), et 27 rebia II 1343 (25 novembre 1924), aux termes desquels le nadjir des Habous Maristane (1^{er} acte) et Hadj Mohamed ben Salah, amin des domaines (2^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
SALEL.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 1418 R.

Propriété dite « Villa Rosette », sise à Rabat, rue de Naples.
Requérant : M. Pelleterat de Borde, rédacteur à la direction générale des finances, à Rabat, demeurant à Rabat, impasse Amieux.

Le bornage a eu lieu le 7 septembre 1924.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 22 janvier 1924, n° 587.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 1046 R.

Propriété dite : « Azib Diassra », sise cercle d'Ouezzan, bureau des renseignements d'Arbaoua, tribu des Khlout, douar Diassra, sur la piste de Larache à Rabat.

Requérante : la Compagnie Rharb et Khlout, société anonyme dont le siège social est à Paris, 47, rue Cambon, représentée par M. Verken, demeurant à la Karia Daouia par Souk el Arba du Rharb.
Le bornage a eu lieu le 8 mai 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 1497 R.

Propriété dite « Rtabia », sise contrôle civil de Mechra bel Ksiri, tribu des Moklar, fraction des Ouled Ghial, douar Rtaba, lieu dit « Eled Bouayad ».

Requérants : 1° Si Ahmed ben Hadj Djilali ben Ribi ; 2° Si Abderrahman ben Hadj Djilali ben Ribi ; 3° Si Mjadel ben Hadj Djilali ben Ribi ; 4° Hajoüba bent Bou Aza Bouz Chraouia, veuve de Hadj Djilali ben Ribi, demeurant tous au douar des Ouled Riath ; 5° Pantalacci, Charles, Emile, colon, demeurant à Mechra bel Ksiri.

Le bornage a eu lieu le 30 août 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

Réquisition n° 1557 R.

Propriété dite : « Domaine Piazza IV », sise à 500 mètres de Kénitra, sur l'oued Fouarat et la route de Fès.

Requérant : M. Piazza, Francisco, Antonio, demeurant à Kénitra, avenue de la Merne.

Le bornage a eu lieu les 2 juin et 28 août 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat, p. i.,
R. CUSY.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 5632 C.

Propriété dite : « Takialat », sise Chaouïa-centre, Ouled Harriz, douar Jouala, route de Casablanca à Mazagan, km. 35.

Requérants : 1° le cheikh Bouchaïb ben cheikh Bouchaïb el Harizi et Talaouti el Djallouli ; 2° Ahmed ben Sid Mohamed ben Hammadi ; 3° Abdelkader ben Sid Mohamed ben Hammadi ; 4° Requia bent Allal ; 5° Ez Zehra bent Hadj Bouchaïb ben Hammadi ; 6° Bouchaïb ben Saïd ; 7° Requia bent Bouchaïb ben Saïd ; 8° Anaya bent Bouchaïb ben Saïd ; 9° Taja bent Bouchaïb ben Saïd ; 10° Taja bent Si Mohamed ben Hamadi.

Le bornage a eu lieu le 31 mars et le 4 juin 1924.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 16 septembre 1924, n° 621 C.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 5287 C.

Propriété dite : « Eled Zenida », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des M'zanza, fraction des Ouled Arrous, à 3 km. 900 à l'ouest de Settlat, sur la route n° 105, allant de Settlat à Mazagan, par Bou Laouane, à 300 mètres au sud du Marabout de Sidi M'Sahal.

Requérant : Mohammed ben Taoussi el Mezenzi el Aroussi, tribu des M'zanza, fraction des Ouled Arrous, douar des Klaz et copropriétaires.

Le bornage a eu lieu le 21 août 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5681 C.

Propriété dite : « Guoriglat », sise à Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction Draghia, douar Ouled ben Amor, à 5 km. environ au sud-est de Médiouna, à droite de la piste allant de Médiouna à Boucheron.

Requérant : Sid el Habib ben Ghandour el Mediouni el Hamdaoui et copropriétaires, demeurant à Casablanca, rue Krantz, n° 33.
Le bornage a eu lieu le 24 juin 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

(1) Nota. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 5708 C.

Propriété dite : « Saheb el Makhzen », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des M'zanza, fraction des Ouled Ghennam, douar Ouled Hamidi, lieu dit « Saheb el Makhzen », à 500 mètres environ à droite du km. 7 de la route n° 105, allant de Settat à Mazagan, par Bou Louane.

Requérants : Bouchaïb ben Mohamed el Ghenami, douar Ouled el Hamidi, fraction des Ouled Ghanem, tribu des M'zanza et copropriétaires.

Le bornage a eu lieu le 21 août 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5816 C.

Propriété dite : « Villa Micheline », sise à Casablanca, avenue du Général-Moinier.

Requérant : M. Malardier, Jules, demeurant et domicilié à Casablanca, villa Christian, boulevard de la Gironde.

Le bornage a eu lieu le 22 juillet 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5905 C.

Propriété dite : « Villa Guebbas », sise à Mazagan, boulevard Richard-d'Ivry.

Requérant : Mohammed ben M'hammed el Guebbas, amin de la douane à Mazagan, boulevard Richard-d'Ivry.

Le bornage a eu lieu le 5 août 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5921 C.

Propriété dite : « Di Giorgio Michele », sise à Casablanca, quartier Alsace-Lorraine, rues de Longwy et de Conflans.

Requérant : M. Di Giorgio Michele, rue de Conflans, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le lundi 22 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5922 C.

Propriété dite : « Succession S. Ettegui n° 3 », sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, lotissement Ettegui.

Requérant : M. Ettegui Efraïm et copropriétaires, tous domiciliés chez leur mandataire M. Lecomte, boulevard de la Liberté, 197, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 2 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6017 C.

Propriété dite : « Isaac n° 2 », sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, lotissement Ettegui.

Requérant : M. Isaac Ettegui, rue du Marabout, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 2 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6067 C.

Propriété dite : « Lamb Bros 19 », sise à Casablanca, route de Médiouna, km. 5.

Requérante : Société Lamb Brothers, représentée par M. William Worthington, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 29 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6096 C.

Propriété dite : « Ferme Bellevue II », sise à Casablanca, route de Médiouna, km. 5.100.

Requérant : M. Thiercelin Gaston, ferme Bellevue, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 29 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6156 C.

Propriété dite : « Jacob n° 1 », sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, lotissement Ettegui.

Requérant : M. Jacob S. Ettegui, domicilié chez son mandataire M. Benazeraf.

Le bornage a eu lieu le 2 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6157 C.

Propriété dite : « Jacob n° 2 », sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, lotissement Ettegui.

Requérant : M. Jacob Ettegui, demeurant chez M. Lecomte, 197, boulevard de la Liberté, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 3 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6158 C.

Propriété dite : « Jacob n° 3 », sise à Casablanca, quartier Mers Sultan, route de Bouskoura.

Requérant : M. Jacob Ettegui, demeurant chez M. Lecomte, 197, boulevard de la Liberté, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 3 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6230 C.

Propriété dite : « Lot Mers Sultan », sise à Casablanca, quartier d'Europe, rue d'Anvers et rue de Paris.

Requérante : Banque Commerciale du Maroc, représentée par M. Horace Guérarp, domicilié chez M. Haïm Cohen, 7, rue Sidi Bousmara, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 24 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6238 C.

Propriété dite : « Terrain Fischer », sise à Casablanca, boulevard du 2^e Tirailleurs.

Requérants : MM. Cohen Haïm et Nahon Abraham Haïm, domiciliés chez M. Lapiere, boulevard de la Gare, n° 86.

Le bornage a eu lieu le 10 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6313 C.

Propriété dite : « Persephoni », sise à Casablanca, quartier d'Europe, avenue Mers-Sultan.

Requérant : M. Pagonsellias Pannayotis Georges, 29, rue de Fès, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 25 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6332 C.

Propriété dite : « Feddane el Kihal », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Mejatia, Aïn Alloul, à droite du km. 12.800 de la route de Casablanca à Marrakech.

Requérant : Si Abdallah ben Ahmed el Haddaoui el Hachemi et copropriétaires, demeurant à Casablanca, rue de Mazagan, n° 19.

Le bornage a eu lieu le 22 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6549 C.

Propriété dite : « Bloch VI », sise à Casablanca, angle rues d'Audenge et de Bazas.

Requérant : M. Bloch, Alphonse, domicilié à Casablanca, n° 6, avenue du Général-d'Amade.

Le bornage a eu lieu le 20 août 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 191 M.**

Propriété dite : « Ard Chrami », sise à 3½ km. 500 de Safi, au carrefour de la piste du douar El Jedian à la route de Mazagan-Mogador et de la piste de l'Ouglat au Djemaa.

Requérant : Si Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim à Safi, 8, rue du Petit-Marché.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 197 M.

Propriété dite : « Bled ben Chelha », sise à 35 km. de Safi, à 500 mètres au nord de la route n° 11 de Mazagan à Mogador.

Requérant : Si Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim, à Safi, 8, rue du Petit-Marché.

Le bornage a eu lieu le 24 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 284 M.

Propriété dite : « El Hadj Ettouhami el Mezouari El Glaoui V », sise à Marrakech-Guéliz, angle des avenues du Guéliz et des Oudaïas.

Requérant : El Hadj Ettouhami el Mezouari el Glaoui, pacha de Marrakech.

Le bornage a eu lieu le 21 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 286 M.

Propriété dite : « El Hadj Ettouhami el Mezouari El Glaoui VII », sise à Marrakech-Guéliz, avenue du Guéliz et rue des Derkaoua.

Requérant : El Hadj Ettouhami el Mezouari el Glaoui, pacha de Marrakech.

Le bornage a eu lieu le 21 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 301 M.

Propriété dite : « Bled Lamri », sise à 40 km. de Safi, douar Layaïcha, à 3 km. de la route de Mazagan à Mogador et à hauteur de Sidi Nacteur.

Requérants : 1° Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim à Safi, 8 rue du Petit Marché ; 2° Belhaouary Abderrahman ben el Hadj M'Hamed à Safi, impasse de la Voûte.

Le bornage a eu lieu le 29 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 302 M.

Propriété dite : « Matreg Sehb Jbouda », sise à 40 km. de Safi, à 3 km. au sud de la route de Mazagan à Mogador, douar Bel Haït.

Requérants : 1° Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim à Safi, 8 rue du Petit Marché ; 2° Belhaouary Abderrahman ben el Hadj M'Hamed à Safi, impasse de la Voûte.

Le bornage a eu lieu le 30 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 306 M.

Propriété dite : « Lakhriba », sise à 40 km. de Safi, douar Larribat, à 3 km. environ du kilomètre 71 de la route de Safi à Mazagan.

Requérants : 1° Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim à Safi, 8 rue du Petit Marché ; 2° Belhaouary Abderrahman ben el Hadj M'Hamed à Safi, impasse de la Voûte.

Le bornage a eu lieu le 29 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 307 M.

Propriété dite : « Matreg Sidi Cadi Hadja », sise à 40 km. de Safi et à 5 km. à droite de la route de Safi à Mazagan, lieu dit « Bled Shaïm ».

Requérants : 1° Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim à Safi, 8 rue du Petit Marché ; 2° Belhaouary Abderrahman ben el Hadj M'Hamed à Safi, impasse de la Voûte.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 308 M.

Propriété dite : « Hard ben Layachi », sise à 37 km. de Safi et à 1 km. à droite de la route de Mazagan à Mogador, douar Ouled Daoud.

Requérants : 1° Taïbi ben el Hadj Abdelkader el Hakim à Safi, 8 rue du Petit Marché ; 2° Belhaouary Abderrahman ben el Hadj M'Hamed à Safi, impasse de la Voûte.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 345 M.

Propriété dite : « Abitbol Fnidkt Tonia », sise à Marrakech-Médina, rue Arsat el Maach.

Requérant : M. Abitbol Judah, Hedan Meyer, à Marrakech-Mellah, 12 et 14 rue des Ecoles.

Le bornage a eu lieu le 17 novembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires**AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES**

Le lundi 23 mars 1925, à quinze heures, il sera procédé au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, d'un immeuble immatriculé au bureau de la

Conservation de la Propriété foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite :

« Herch III », titre foncier 3482 C., situé au kilomètre 18 de la route allant de Casablanca à Rabat, tribu des Zenatas, douar des Ouled Maza, consistant en un terrain de culture avec maison d'habitation. Cette propriété, d'une contenance de cinq hectares,

deux ares, trente-huit centiares, bornée au moyen de onze bornes, est composée de deux parcelles :

Première parcelle. — Cette parcelle, d'une contenance de quarante-six ares, quatre-vingt-huit centiares, bornée au moyen de cinq bornes, a pour limites :

Au nord-ouest, de B. 1 à 2.

Kebir ben Abdallah et par pointe en B. 2 la propriété dite « Les Figuiers », réq. 1251 C., ladite borne commune avec la borne B. 1 de cette propriété ; à l'est, de B. 2 à 3 et 15, les héritiers El Hossine ben Moussa Zenati ;

Au sud, de B. 15 à 4; la route allant de Casablanca à Rabat ;

Au sud-ouest, de B. 4 à 1.

les héritiers de Si el Kossine ben Moussa Zenati ;

Deuxième parcelle. — Cette parcelle, d'une contenance de quatre hectares, cinquante-cinq ares, cinquante centiares, bornée au moyen de six bornes, a pour limites :

Au nord-ouest, de B. 5 à 16, la route n° 1 allant de Casablanca à Rabat, la séparant de la première parcelle ;

A l'est, de B. 16 à 11: les héritiers El Hossine ben Moussa Zenati ;

Au sud, de B. 11 à 13 et 13, la propriété dite « Herch », titre n° 1131 C., lesdites bornes respectivement communes avec les bornes 13, 12 et 11 de cette propriété ;

Au sud-ouest, de B. 13 à 14, Abderrahman ben Hadj Roch ;

A l'ouest, de B. 14 à 5, la maison cautionnière de l'Ain Harouda (démense public) ; avec sur cette dernière parcelle :

1° Un corps de bâtiment couvrant 50 mètres carrés environ, édifié en pierres sèches et couvert en partie en tôle ;

2° D'une maison d'habitation, couvrant 60 mètres carrés environ, édifiée en maçonnerie et couverte en tôle, avec cour clôturée partie par un mur.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. Cément Akerib, demeurant à Casablanca, ayant domicile élu en le cabinet de M^e Guedj et Moreno, avocats en ladite ville, à l'encontre de M. Martin ou Marbin Valdemar Larson Lanke, actuellement sans domicile ni résidence connus, ayant M^e Lycurgues, avocat, comme curateur, en vertu d'un certificat d'inscription hypothécaire délivré par M. le Conservateur de la Propriété foncière de Casablanca, le 10 avril 1924.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et suivant les prescriptions de la loi.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, mais si dans les derniers jours du délai des enchères aucune offre n'a été reçue, ou si celles reçues paraissent insuffisantes, le renvoi de la vente sera demandé conformément aux dispositions de l'article 346 du dahir de procédure civile.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit bureau, où se trouvent déposés le procès-verbal de saisie, le cahier des charges et le duplicata du titre foncier.

Casablanca, 22 décembre 1924.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN

AVIS
DE MISE AUX ENCHÈRES

Assistance judiciaire

Décision du bureau de Casablanca en date du 27 janvier 1923.

Il sera procédé, le lundi 29 juin 1925, à neuf heures du matin, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, dite ville, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant une caution solvable, d'un immeuble immatriculé au bureau de la Conservation de la Propriété foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite : « Fondouk Diaz », titre foncier 2053 C., situé à Casablanca, quartier du Maarif (lotissement Assaban), rue du Mont Cinto, sans numéro apparent, consistant en un terrain d'une contenance de onze ares trente et un centiares, entouré d'un mur en maçonnerie de quatre mètres de hauteur environ, avec maison d'habitation, comprenant deux corps de bâtiments recouverts en terrasse, couvrant chacun 240 mètres carrés environ, composés chacun de quatre logements de deux pièces et une cuisine, cour et puits.

Ledit immeuble est borné par quatre bornes et est limité :

Au nord-ouest, de B. 1 à 2, par Duarte ;

Au nord-est, de B. 2 à 3, par la rue du Mont-Cinto ;

Au sud-est, de B. 3 à 4, par Aulalaf ;

Au sud-ouest, de B. 4 à 1, par Bouchaïb ben Amor Bouazza ben Omar et consorts.

Cet immeuble est vendu à la requête de M. Nocera Vincent, entrepreneur de travaux, demeurant à Casablanca, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire, par décision du bureau de Casablanca, en date du 27 janvier 1923, pour lequel domicile est élu en le cabinet de M^e Guedj, avocat à Casablanca, à l'encontre du sieur Avelonne, Gaspard, demeurant ci-devant à Casablanca et actuellement à Tripoli (Tripolitaine), en exécution d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 5 décembre 1923.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, jusqu'au jour ci-dessus fixé pour l'adjudication.

A défaut d'offre et aussi dans le cas d'offres manifestement insuffisantes, avant les trois jours qui précèdent l'adjudication, celle-ci pourra être

reportée à une date ultérieure.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit bureau, où se trouvent déposés le procès-verbal de saisie, le cahier des charges et la copie du titre foncier.

Casablanca, 19 décembre 1924.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1194,
du 23 décembre 1924.

Suivant acte en date du 12 décembre 1924, émanant du bureau du notariat de Rabat, dont une expédition a été déposée au secrétariat greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 23 du même mois, M. Charles Olin, propriétaire des établissements Charles Olin au Maroc, demeurant à Toulouse, avenue Frédéric Mistral n° 14, a vendu à M. Baptiste Eugène Laforet, directeur national de la droguerie Nationale, demeurant à Rabat, rue El Gza n° 174, un fonds de commerce de droguerie, exploité à Rabat, rue El Gza n° 174, à l'enseigne de : « Droguerie Nationale ».

Ce fonds de commerce comprend :

1° L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés ;

2° Le matériel, objet mobiliers et ustensiles, servant à son exploitation ;

3° Les marchandises existant au magasin.

Les oppositions seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait, dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Vente à suite de
saisie-immobilière

Le public est prévenu que le lundi 25 janvier 1925 à dix heures, il sera procédé dans une des salles du tribunal de paix de Safi à la vente aux enchères publiques de l'immeuble ci-dessus, saisi au préjudice du sieur Hamon Bel Lyazid, négociant à Safi.

Un immeuble connu sous le

nom de « Dar Hamou Bel Lyazid », immatriculé sous le n° 5029 C. sis à Safi, n° 39 rue de Seltat, comprenant deux pièces, patio, citerne et water-closet le tout recouvert d'une terrasse confrontant au nord, Belkahia ; au sud, rue de Seltat ; à l'est, Habous ; et à l'ouest, rue de Mogador.

Nota. — L'immeuble ci-dessus désigné ne sera pas susceptible de surenchère.

Pour tous renseignements, consulter le cahier des charges déposé au secrétariat greffe.

Safi, le 15 décembre 1924,
Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Liquidation judiciaire
José, Maria Lorente

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 23 décembre 1924, le sieur José, Maria Lorente négociant à Casablanca, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au dit jour 23 décembre 1924.

Le même jugement nomme :
M. Loiseau, juge-commissaire.

M. Ferron, liquidateur.

Le Chef du Bureau,
J. SAUVAN.

AVIS DE L'ARTICLE 346
du dahir de procédure civile

Avis est donné à qui il appartient qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 30 octobre 1924, à l'encontre des héritiers de Maati ben Kaddor Harizi, demeurant à Casablanca, au quartier Ferricou, derb Abdallah, rue n° 14, maison n° 18, sur l'immeuble ci-après désigné :

Un immeuble situé à Casablanca, rue du Dispensaire, derb Abdallah, ruelle n° 14, maison n° 18, en ce qui concerne seulement les constructions et leurs dépendances, couvrant 120 mètres carrés environ (soit quatre zribas), et comprenant : une construction indigène composée de quatre pièces et une cuisine, avec cour et puits. Ledit immeuble est limité :

A l'est, par une ruelle ;

Au nord, par Zehra bent Zmani ;

Au sud, par Si Hammon ben Lhassen ;

A l'ouest, par l'immeuble du caïd El Guerch ;

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, dite ville, où tous détenteurs quelconques de titres de propriétés et tous prétendants à un droit réel sur lesdits immeubles sont invités à se faire connaître dans le délai de un mois à dater du présent avis. Casablanca, 22 décembre 1924.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1192
du 17 décembre 1924

Par acte sous signatures privées fait en quatre originaux à Casablanca et à Rabat, le 29 octobre 1924, ratifié suivant délibération de l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ci-après énoncée, en date, à Rabat, du 30 octobre 1924, dont un extrait du tout a été déposé au rang des minutes du secrétariat-greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 17 décembre suivant, la société anonyme dite « Minoterie Franco-Marocaine de Salé », au capital d'un million, ayant son siège social à Salé, a fait apport, entr'autres choses à la société anonyme dite « Compagnie Financière pour l'Agriculture et l'Industrie au Maroc », au capital actuel de deux millions cinq cent mille francs, dont le siège social est à Marrakech, en vue de sa fusion avec celle-ci.

De l'établissement industriel et commercial de fabrication et de vente de farines, semoules, sons, issues, etc., exploité par la société apporteuse à Salé, avec usine de fabrication dite « Minoterie Franco-Marocaine de Salé », lequel établissement comprenant notamment :

La clientèle et l'achalandage y attachés et le droit de se dire successeur de la société « Minoterie Franco-Marocaine de Salé ».

La propriété de toutes marques et procédés de fabrication.

Les différents objets mobiliers, les agencements et le matériel de nature mobilière, servant à son exploitation et se trouvant tant dans les bureaux de la société que dans l'usine.

Le montant des créances diverses de la société sur ses clients, sans aucun recours de la Compagnie Financière contre la Minoterie de Salé, en cas d'insolvabilité des débiteurs.

Les oppositions ou déclarations de créances seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PAIX DE CASABLANCA
(Circonscription nord)

AVIS

Le public est informé qu'il est ouvert au greffe de ce tribunal de paix, à l'encontre de :

- 1° La Société des Tuileries et Briqueteries Casablancaises, à Sidi Hadjadj, par Médouna ;
- 2° Larbi Maklouf, propriétaire à Fédhala ;
- 3° Del Sotto, actuellement sans domicile ni résidence connus ;
- 4° Vandèle Robert, architecte à Casablanca ;

et pour chacun d'eux, une distribution par contribution pour la répartition entre leurs créanciers de diverses sommes provenant du reliquat disponible du produit de ventes mobilières ou d'autres causes. En conséquence, les créanciers intéressés sont invités, à peine de déchéance, à produire leurs titres de créance au greffe, dans un délai de trente jours, à compter de la dernière publication au *Bulletin Officiel*.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
H. CONDEMINE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1193
du 20 décembre 1924

D'un acte sous signatures privées fait en huit exemplaires à Rabat, le 30 novembre 1924, dont un original a été déposé au rang des minutes du secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 20 décembre suivant, il appert que la société de fait en nom collectif formée entre M. Ferdinand Compagnon, entrepreneur de travaux, de-

meurant à Rabat, rue de Larche, n° 12, et M. Jean, Baptiste Lacassagne, même profession, domicilié également à Rabat, boulevard Clemenceau, n° 45, a été dissoute purement et simplement, d'un commun accord entre les associés, à dater du 30 novembre 1924.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Boursier, chef du bureau du notariat, le 22 novembre 1924, il appert que Mme Rose Thomas, veuve Marquet, demeurant à Casablanca, rue de l'Horloge, a vendu à M. Adrien Caussignac, cuisinier, demeurant même ville, 150, boulevard de la Liberté, un fonds de commerce de restaurant dénommé « Au Temple des Gourmets », sis à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 7, avec tous ses éléments corporels et incorporels suivant prix, charges et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, où tout créancier pourra faire opposition dans les quinze jours de la deuxième insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

Dissolution de société

MINOTERIE FRANCO-MAROCAINE DE SALÉ

Société anonyme au capital de
Fr. 1.000.000
Siège social à Salé

Aux termes d'une délibération en date du 30 octobre 1924 l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dite « Minoterie Franco-Marocaine de Salé », après avoir approuvé l'apport à titre de fusion de l'actif de cette société fait à la Compagnie Financière pour l'Agriculture et l'Industrie au Maroc, société anonyme au capital de Fr. 1.000.000, dont le siège social est à Marrakech, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 octobre 1924, a décidé que, par le seul fait et à partir du jour de l'approbation définitive de cet apport, la Société anonyme dite Minoterie Franco-Marocaine de Salé se trouverait dissoute de plein droit. Et en vue de cette dissolution,

elle a nommé comme liquidateurs, avec le droit d'agir ensemble ou séparément, MM. Si Bouchaïb Doukkali, Si M'Hamed el Mendjra et Lyemni, demeurant à Rabat, auxquels elle a conféré tous pouvoirs nécessaires.

Cet apport a été approuvé provisoirement par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Financière pour l'Agriculture et l'Industrie au Maroc, en date du 6 novembre 1924 et définitivement par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la même compagnie, en date du 26 novembre 1924, et en conséquence la dissolution de la Société dite Minoterie Franco-Marocaine de Salé est devenue définitive à compter de ladite date.

Une copie certifiée conforme du procès-verbal de la délibération précitée du 30 octobre 1924 et un original de l'acte sous seing privé du 29 octobre 1924 ont été déposés à la date du 17 décembre 1924 à chacun des secrétariats-greffes du tribunal de première instance de Rabat et du tribunal de paix, canton nord de la même ville.

Etant indiqué que les mêmes pièces, ensemble les procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des 6 et 26 novembre 1924 de la Société dite Compagnie Financière pour l'Agriculture et l'Industrie au Maroc ont été déposées le 17 décembre 1924 au registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat en vue de la publicité, par les soins du secrétariat-greffe, prescrite par le dahir du 31 décembre 1924.

Pour extrait et mention :

Les liquidateurs,
Si Bouchaïb Doukkali,
Si M'Hamed el Mendjra
Lyemni.

Augmentation de capital

GRUPE MAROCAIN
D'ETUDES & D'ENTREPRISES
Société anonyme au capital
de Fr. 800.000

Siège social à Fédhala

I

Aux termes d'une délibération en date du 10 août 1923, dont copie est annexée à la minute de l'acte de déclaration de souscription et de versement reçu le 28 octobre 1924 par M. Marcel Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le conseil d'administration de la société « Groupe Marocain d'Etudes et d'Entreprises », dont le siège est à

Fédhala (Maroc), a décidé, en vertu des autorisations et pouvoirs qui lui ont été donnés par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, en date du 10 août 1923 :

Que le capital de cette société, qui était alors de cent mille francs, serait augmenté de sept cent mille francs par l'émission au pair de 7.000 actions de 100 francs payables, un quart au moment de la souscription et le surplus aux époques qui seraient fixées par le conseil d'administration et que, par suite, ce capital serait porté à huit cent mille francs.

II

Suivant acte reçu le 28 octobre 1924 par M. Marcel Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, M° J. Bonan, avocat à Casablanca, agissant en qualité de délégué suivant délibération en la forme authentique du 23 avril 1924, du conseil d'administration de la société anonyme « Groupe Marocain d'Etudes et d'Entreprises » a déclaré : que les 7.000 actions nouvelles de 100 francs chacune émises en exécution de la délibération précitée ont été souscrites par diverses personnes, et qu'il a été versé en espèces, par chaque souscripteur, une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites ; auquel acte est demeurée annexée une liste, dûment certifiée contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

III

Par une délibération en date du 12 novembre 1924, l'assemblée générale de tous les actionnaires anciens et nouveaux de la société a :

1° Reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par M° J. Bonan, es-qualité, aux termes de l'acte reçu par M° Marcel Boursier le 28 octobre 1924 ;

2° Et reconnu que les modifications apportées à l'article 6 des statuts par l'assemblée générale extraordinaire du 10 août 1923 sont devenues définitives, mais dans la mesure seulement de la tranche de Fr. 700.000 à laquelle le conseil d'administration a décidé d'arrêter l'augmentation de capital autorisée par ladite assemblée générale.

Par suite, ledit article 6 est dorénavant ainsi conçu :

« Le capital social est fixé à la somme de deux millions de francs divisé en 20.000 actions de cent francs chacune, toutes émises contre espèces et souscrites :

« Sur ces 20.000 actions :

« 1° 1.000 représentant le capital original de la société ;

2° 19.000 représentant une augmentation de capital décidée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 10 août 1923. »

Copie du procès-verbal de la délibération prise par l'assemblée générale le 12 novembre 1924 et expédition de l'acte notarié du 28 octobre 1924 et de la liste y annexée, ont été déposées le 15 décembre 1924 au secrétariat-greffe du tribunal de paix de Casablanca, canton nord, et au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de ladite ville.

Etant rappelé que :

1° Les statuts et actes constitutifs de ladite société ont été déposés aux mêmes secrétariats-greffes le 8 mai 1923 et publiés par extraits dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc* n° 79 du 10 mai 1923 et au *Bulletin Officiel du Protectorat* n° 551 du 15 mai 1923.

2° Que le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 10 août 1923 a été déposé aux mêmes secrétariats-greffes le 19 février 1924 et publié par extrait dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc* n° 115, du 21 février 1924 et au *Bulletin Officiel du Protectorat*, n° 596 du 25 mars 1924.

Pour extrait et mention :

Le conseil d'administration.

N. B. — L'extrait prescrit par la loi du 24 juillet 1867 a été inséré dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc*, n° 154 du 18 décembre 1924.

BUREAU DU NOTARIAT
DE CASABLANCA

*Société en commandite
par actions*

« P. COLLOMB et Cie »

D'un acte reçu par M. Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 4 décembre 1924, il appert :

Que la société en commandite simple « Jules Deville et Cie », dont le siège social est à Marseille, 2, rue Grignan, étant devenue seule propriétaire des 140 actions de 5.000 francs chacune, représentant le capital social de la société en commandite par actions « P. Collomb et Cie », dont le siège social était à Casablanca, avenue du Général-Druvin, 129, cette dernière société a été déclarée dissoute et liquidée à compter du 4 décembre 1924.

Expéditions du dit acte notarié ont été déposées le 20 décembre 1924 à chacun des greffes des tribunaux d'instance et de paix, circonscription nord de Casablanca.

*Le chef du notariat,
M. BOURSIER.*

Office des Postes, des Télégraphes et des Téléphones
du Maroc

Le mercredi 7 janvier 1925, à 10 heures, il sera procédé, à la Direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat, à un concours sur appel d'offres sur soumissions cachetées, pour la fourniture et l'impression de l'Indicateur officiel des téléphones et de ses suppléments pour l'année 1925.

On peut prendre connaissance du cahier des charges :

A Rabat, à la Direction de l'Office (services techniques) ;

A Casablanca, à l'Inspection des P.T.T. de la région du Sud, avenue du Maréchal-Foch. n° 118.

Les demandes pour participer au concours devront parvenir à la direction de l'Office avant le 7 janvier 1925, à dix heures.

Les soumissionnaires pourront également déposer leur soumission au moment de l'ouverture de la séance.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Assistance judiciaire

Décision du 31 mai 1924

Avis de demande en divorce

Conformément à l'article 425 du dahir de procédure civile, le sieur Pierre Lavisse, demeurant précédemment à Casablanca, Roches-Noires, avenue Saint-Anlaire, n° 21, puis à Kourigha, actuellement sans domicile ni résidence connus, est invité à se présenter au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, dans un délai de deux mois, à compter de l'insertion du présent avis, pour y prendre connaissance d'une demande en divorce formée contre lui par la dame Marie Rehollo, son épouse.

*Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.*

Compagnie Franco-Espagnole
du Chemin de fer
de Tanger à Fès

Arrondissement de Souk
et Arba du Gharb

APPEL D'OFFRES

La Compagnie du Chemin de fer de Tanger à Fès à Souk el Arba du Rabr fait appel d'offres pour l'exécution de logements jumeaux dans la station de Mechra bel Ksiri. Le dossier relatif à ces tra-

voux est à la disposition des entrepreneurs :

1° à la Direction générale des travaux publics à Rabat ;
2° au bureau de l'ingénieur du 1^{er} arrondissement de la Compagnie du Tanger-Fès à Souk el Arba du Rabr.

Les soumissions seront reçues jusqu'au 9 janvier 1925, à 17 heures, dans les bureaux de la Compagnie à Souk el Arba du Rabr.

L'ouverture des enveloppes contenant les offres aura lieu le 10 janvier, à quinze heures.

Il est rappelé que le cautionnement provisoire est fixé à 3.000 francs (trois mille francs) et sera transformé en cautionnement définitif pour l'adjudicataire.

*L'ingénieur d'arrondissement,
P. O., le chef de section,
PERRETTE.*

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Divorce

*Assistance judiciaire
du 25 août 1923.*

D'un jugement de défaut rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 29 août 1924, entre :

Le sieur Marcel, Gustave Trompette, photographe, demeurant à Casablanca, avenue des Ouled Harriz ;

Et la dame Augustine, Marie Lanier, épouse du sieur Marcel Gustave Trompette, domiciliée de droit avec son mari, actuellement sans domicile ni résidence connus ;

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs de Mme Augustine, Marie Lanier, épouse Trompette.

Pour extrait publié conformément à l'article 426 du dahir de procédure civile.

Casablanca, 23 décembre 1924.

*Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.*

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Distribution par contribution

N° 53 du registre d'ordre
M. Hubert, juge commis-
saire.

Le public est informé qu'il est ouvert, au secrétariat-greffe du tribunal précité une procédure de distribution par contribution des fonds provenant des ventes d'objets et de biens saisis à l'encontre de M. Philippe Staron, demeurant précédemment à Souk el Arba et actuellement à Casablanca. En conséquence, tous les

créanciers de celui-ci devront adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Rabat, dans le délai de trente jours, à dater de la deuxième insertion, à peine de déchéance.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant les immeubles dénommés : 1° « Bled Raba des Toualet », appartenant à la collectivité des Toualet ; 2° « Bled Oulad Moussa » ; 3° « Bled Samsam », appartenant à la collectivité des Oulad Addou, situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès.

Le Directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités des Toualet, des Oulad Moussa et des Oulad Addou, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des immeubles collectifs dénommés : 1° « Bled Raba des Toualet », d'une superficie approximative de 4.450 hectares ; 2° « Bled Oulad Moussa », d'une superficie approximative de 4.000 hectares ; 3° « Bled Samsam », d'une superficie approximative de 2.000 hectares, consistant en terres de culture et de parcours et situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès (annexe de Ben Ahmed, contrôle civil de Chaouïa-sud).

1° « Bled Raba des Toualet ».

Limites :

Nord : kerkour situé à 600 mètres environ au nord-ouest de Sedret el Ham ; Sedret el Ham ; Sedret er Remoula ; Sedret Drioua, en contournant le marabout Sidi Hassan et aboutissant à Dayet Youdi. Riverain : Oulad Ayad (Oulad Farès) ;

Est : Dayet Youdi, Bguira ou Tourir, Cédrat Abdelkrim, Cédrat Abdelkrim, Cédrat el Bral. Riverains : Oulad Moussa (Oulad Farès) ;

Sud : Cédrat el Bral, Mers Mejat, Dayat Msila, Jder Hamimeur pour aboutir au kerkour marquant l'angle nord-est du terrain dit « Bir Miskoura II » (réq. 6022 C.), appartenant aux Oulad Salem (Beni Mesquine). Riverains : Oulad ben Ali (Beni Mesquine).

Ouest : du kerkour précité au point de départ de la limite nord, par Bir Mali ben Mohamed et El Hamar. Riverains :

terains collectifs des Toualet.

2° « Oulad Moussa » :

Limites :

Nord : Talaa Bouazza Lekra, cote 703, ligne de kerkours jusqu'à la piste des Ourdira, Chaabat Oum Ekhkherata jusqu'à la dayat Oum Jeber en suivant la piste des Ourdira. Riverains : bled collectif « Taounza » au Maarif, Oulad Sidi Hajej et Djemouha ;

Est : la limite administrative séparant les circonscriptions d'Oued Zem et de Ben Ahmed, jalonnée par Daïat Bedades, Daïat Safra, Chouk Haoud el Maza et Cédrat el Brel. Riverains : Oulad Abdoun de Oued Zem ;

Sud : Cédrat el Brel à Daïat el Youdi par Cédrat Sidi Abdelkrin et Bguira ou Tourir. Riverains : Bled collectif Raba des Toualet ;

Ouest : Daïat el Youdi à Talaa Bouazza Lekra par « Bir Bou Kaahza ». Riverains : Oulad Moussa.

3° Bled Samsam :

Limites :

Nord : Une ligne partant d'un kerkour situé à 2.500 mètres environ à l'est de Sidi Belkacem, aboutissant à environ 500 mètres ouest de la piste de Souk et Tieta, en passant par la cote 629 et le marabout de Sidi Abdalkader. Riverains : Oulad Addou.

Est : Limite parallèle à la piste de Souk et Tieta traversant le khatt à 300 mètres environ de la daya Salem, passant par les daïat Mericha et Oum el Bedades et aboutissant à la limite administrative entre Oulad Farès et Beni Mesquine. Riverains : les Oulad Segmihan et les terrains collectifs des Toualet.

Sud : du khatt Es Seghir, depuis la daïat Oum Ressel jusqu'au khatt El Kebir et le dernier oued jusqu'au Bir Bouazza el Azzouzi. Riverains : Beni Mesquine.

Ouest : de Bir Bouazza à Bir Messaouada et au point de départ de la limite nord. Riverains : Oulad Sidi bel Kacem et Oulad Ziane (Ménia).

Ces limites sont telles, au surplus, qu'elles sont indiquées par un liséré rose, au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 17 janvier 1925, à neuf heures, par le bled Samsam, au marabout de Moulay Abdalkader, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 9 octobre 1924.

Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

HUOT.

Arrêté viziriel

du 25 octobre 1924 (25 rebia I 1343), ordonnant la délimitation des immeubles collectifs dénommés « Bled Raba des Toualet », « Bled Oulad Moussa », « Bled Samsam », situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès (contrôle civil de Chaouïa-sud).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 9 octobre 1924, présentée par le directeur des affaires indigènes, tendant à fixer au 17 janvier 1925 les opérations de délimitation des immeubles collectifs « Bled Raba des Toualet », « Bled Oulad Moussa », « Bled Samsam », appartenant aux collectivités des Toualet et des Oulad Moussa et des Oulad Addou et situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès (circonscription administrative de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed).

Arrêt :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles ci-dessus désignés, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 17 janvier 1925, à neuf heures, par le bled Samsam, au marabout de Moulay Abdalkader, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 25 rebia I 1343 (25 octobre 1924).

MUHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 novembre 1924.

Pour le Ministre

plénipotentiaire,
Le Secrétaire général

du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUIDJA.

Distribution par contribution
Charles Boumendil

Il est ouvert au secrétariat du tribunal de première instance d'Oujda, en exécution des articles 357 et suivants du dahir de procédure civile, une procédure de distribution par contribution judiciaire de la somme de 3.617 francs provenant de la vente d'un terrain ayant appartenu au sieur Boumendil Charles, négociant, demeurant actuellement à Oran, 46, rue de la Révolution.

Les créanciers devront, à peine de déchéance, produire leurs titres accompagnés de toutes pièces justificatives, dans un délai de 30 jours, à compter de la dernière publication au *Bulletin Officiel*.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
DAURIE.

TRIBUNAL DE PAIX DE MEKNÈS

Assistance judiciaire

Décision du bureau de Rabat
du 16 décembre 1924

Suivant ordonnance rendue le 9 décembre 1924, par M. le juge de paix de Meknès, la succession de Bettayeb Abdalkader, employé des postes à Meknès, décédé à Meknès le 26 octobre 1924, a été déclarée présumée vacante.

Le curateur soussigné invite les héritiers ou légataires à se faire connaître et à justifier de leurs qualités ; les créanciers de la succession, à produire leurs titres et toutes pièces à l'appui.

Le secrétaire-greffier en chef,
P. DULOUT.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble dénommé « El Raba », appartenant à la collectivité des Oulad Ameur, situé sur le territoire de la tribu des Beni Mesquine.

Le Directeur des Affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité des Oulad Ameur (tribu des Beni Mesquine), en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1343) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « El Raba », consistant en terres de parcours, situé sur le territoire de la tribu des Beni Mesquine (Chaouïa-sud, annexe d'El Borouj), d'une superficie approximative de cinq mille hectares.

Ledit immeuble est limité :

Au nord : ligne droite de Koudiat el Hajer Sidi Kaddour (côte 360) au thalweg dit Chaabat Mehalla Seheb el Haj (point dit Hajra Nouïga Illa Koudiat Biada) ; riverains : les Oulad Ameur.

A l'est : ledit thalweg qui, partant d'Hajra Nouïga aboutit à Mechra Ksiba, sur l'oued Oum er Rebia ; riverains : les Krakra.

Au sud : l'oued Oum er Re-

bia depuis Mechra Ksiba jusqu'à hauteur de Sidi Bou Okfa. A l'ouest : ligne droite partant du Krar des Oulad Ahmeur et aboutissant au point de départ de la limite nord : riverains : les Oulad Salem et les Oulad Hamida.

Ces limites sont celles au surplus, qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 12 janvier 1925, à 9 heures, à Koudiat el Hajer (côte 360) et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 9 septembre 1924.

Pour le directeur des affaires indigènes et p. o. :

Le sous-directeur,
RACT-BRANGAZ.

Arrêté viziriel

du 30 septembre 1924 (30 safar 1343), ordonnant la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « El Raba », appartenant à la collectivité des Oulad Ahmeur (tribu des Beni Meskine, Chaouïa-sud).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejab 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 9 septembre 1924, du directeur des affaires indigènes tendant à fixer au 12 janvier 1925 les opérations de délimitation de

l'immeuble collectif dénommé « El Raba », appartenant à la collectivité des Oulad Ahmeur et situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (Chaouïa-sud, annexe d'El Borouj),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble ci-dessus désigné, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejab 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 12 janvier 1925, à 9 heures, à Koudiat el Hajer (côte 360) et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 30 safar 1343, (30 septembre 1924).

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHIL
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 octobre 1924.

Le Ministre plénipotentiaire,
délégué à la Résidence
Générale.

Urbain BLANC.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : LONDRES

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fès, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, les Canaries, Côte de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

M. Ernest Abington WESSEY, titulaire du brevet marocain n° 364, du 4 octobre 1920, pour

PERFECTIONNEMENTS AUX HÉLICES

et demeurant, 7, Windsor, Road Church End Finchley Londres (Angleterre), serait désireux d'en céder la propriété ou d'en accorder des licences d'exploitation.

Pour les renseignements techniques, s'adresser à **M. L. Chassevent**, ingénieur-conseil, 11, boulevard de Magenta, PARIS.

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société Anonyme

Capital : 100.000.000 fr. entièrement versés. — Réserves : 91.000.000 de francs

Siège Social à Paris : 50, rue d'Anjou

AGENCES : Bordeaux, Gènes, Cette, Marseille, Montpellier, Nice, Antibes, Fréjus, Grasse, Marseille (Joliette), Montou, Monte-Carlo, Nîmes (Bartholdi), Vichy et dans les principales villes et localités de l'ALGÉRIE et de la TUNISIE

AU MAROC : Casablanca, Tanger, Fès-Mallah, Fès-Médina, Kénitra, Larache, Marrakech-Médina, Marrakech-Guéliz, Mazagan, Meknès, Mogador, Oujda, Ouzenzan, Rabat, Safi, Salé et Taza

Comptes de dépôts : à vue et à préavis. Bons à échéance fixe. Taux variant suivant la durée du dépôt. Escompte et encaissement de tous effets. Opérations sur titres, opérations de change. Location de coffres-forts. Toutes opérations de Banque et de Bourse.

CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

Société anonyme au capital de 225.000.000 de francs. — Fondée en 1880

Siège social : ALGER, Boulevard de la République, 8

Siège Administratif : PARIS, 43, rue Cambon

Succursales à Londres, Lyon, Marseille, Nantes, Bordeaux, Nîmes, Beyrouth, Haïfe, Gibraltar

Succursales et agences dans les principales villes d'Algérie et de Tunisie

AU MAROC : Casablanca, Fedalah, Fès-Mallah, Fès-Médina, Kénitra, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oujda, Rabat, Safi, TANGER, Larache, Médina

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Prêts Fonciers. — Ordres de Bourse — Location de Coffres-forts. — Change de Monnaie — Dépôts et Virements de Fonds. — Escompte de papier. — Encaissement. — Ouverture de Crédits.

IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE D'ALGER N° 3783

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 636, en date du 30 décembre 1924,

dont les pages sont numérotées de 1945 à 1980 incluses

Rabat, le.....192....

Vu pour la légalisation de la signature

de M.....

apposée ci-contre.

Rabat, le.....192....